Obama, l’avenir d’une illusion

le 15/11/2008 19:40:00 (1103 lectures)

A l'heure où l'élection à la présidence américaine de Barack Obama a suscité frénésie médiatique et hystérie collective, où l'idéologie et la passion ont libre cours, étouffant par leur massivité toute tentative de raisonnement critique, **le Comité Action Palestine** a tenu à rédiger un texte pour dissiper les illusions qui entourent l'accession d'un noir (ou métis) à la fonction suprême.

La première illusion est celle d'une rupture avec l'ère des inégalités raciales. Comme par enchantement, le racisme de la société américaine aurait disparu avec l'élection d'un noir. Or, le président noir va devoir agir dans un système politique blanc qui va lui dicter ses orientations politiques, de l'alpha à l'oméga. Et l'égalité raciale présuppose l'égalité sociale, loi historique contre laquelle les tours de passe-passe du nouveau président s'avèreront insuffisants.

La seconde grande illusion présente Barack Obama comme l'acteur du changement, l'homme providentiel en temps de crise, le sauveur des temps modernes : il serait au pouvoir du nouveau président de sortir le peuple de sa condition misérable. Mais la réalité est toute autre car dans le système capitaliste américain, ce qui prime ce sont les intérêts des grandes banques et des grandes entreprises, c'est-à-dire la loi du profit. Le « démiurge noir » aura beau faire toutes les gesticulations possibles, il ne pourra pas aller contre cette seconde loi historique.

« Dans la perception des peuples du Sud, l'actuel ordre capital occidental globalisé, avec ses mercenaires de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, ses sociétés transcontinentales privées et leur idéologie néolibérale, représente le dernier, et de loin le plus meurtrier, des systèmes d'oppression advenus au cours des cinq siècles passés ».

Jean Ziegler, La haine de l'Occident, Albin Michel, 2008

Obama n'est ni noir, ni métis, ni blanc ; il est seulement le produit chimérique d'un capitalisme en décomposition, d'une nation impérialiste déclinante à la recherche d'un nouveau souffle, d'une nouvelle légitimité, fondée sur le culte de la personnalité. Après une propagande extraordinaire qui l'a présenté comme le sauveur du monde, après cette ivresse collective, plutôt cette ferveur religieuse, viendra le jour des premiers bilans ; on s'apercevra alors qu'Obama n'est rien d'autre que le domestique du grand capital américain. Il continuera la guerre incessante que mènent les USA aux pays du Sud. Il a déjà reconnu Jérusalem comme la capitale éternelle de l'entité sioniste {son conseiller, Rahm Emmanuel, d'origine juive et sioniste, a servi dans l'armée de l'occupant « israélien »}. Il a promis de continuer la guerre barbare contre le peuple afghan. Concernant l'Irak, les États-Unis d'Obama continueront leur œuvre de démocratisation par les bombardements et de massacres de masse. Sur la scène intérieure américaine, rien ne bougera. L'abolition des hiérarchies raciales, étroitement imbriquées aux hiérarchies sociales, présuppose une politique d'égalité. Comment mener cette politique sans remettre en cause ce qui est au principe de toute l'organisation sociale : le profit ? Mais là, ce serait toucher au sacré ! Le profit, élevé au rang d'un dogme religieux, soumet les 6 milliards d'êtres humains, dont la moitié est réduite à l'état de bêtes de somme. Ce profit qui fabrique les guerres, les famines, l'esclavage, l'exploitation, le racisme, ce profit est l'ennemi déclaré et farouche de toute aspiration à la liberté et à l'égalité. Il est l'ennemi de l'humanité. Que nous promet Obama à ce sujet ? De vagues déclarations, quelques bonnes intentions. Rien de plus. Mais en contexte de crise l'illusion permet au système de respirer encore pour quelques temps.

Obama changera le monde ? Non, il se soumettra à ce monde. Il obéira aux vraies lois, aux lois clandestines du système capitaliste : il obéira à ceux qui contrôlent la finance et les grandes multinationales. C'est le profit qui a élu Obama, c'est le profit qui le révélera : une illusion sans avenir. Une illusion qui se dissipera au contact du réel. Ce sera le moment d'une inversion : le métis, à qui on voue un culte, ne sera rien d'autre qu'un noir qui a échoué et trompé les masses. Parce que cette campagne de propagande a tout centré sur la personnalité d'Obama, la promesse de changement non tenue sera mise sur le compte de sa personnalité. De l'illusion à la réalité, le démiurge se transformera en charlatan.

Comité Action Palestine, Novembre 2008

Une troisième Intifada en préparation

e 4/11/2008 16:00:00 (998 lectures)

Article de **Ramzy Baroud** publié le **31 octobre 2008** sur PalestineChronicle . L'auteur est écrivain, rédacteur en chef du site PalestineChronicle.com et directeur des études et des recherches sur Aljazeera.net . L'article qui suit est directement en rapport son dernier livre, *The Second Palestinian Intifada : A Chronicle of a People's Struggle.*

Ramzy Baroud essaie ici d'apporter une réponse réfléchie et structurée à une question épineuse qui lui a été maintes fois posée sur l'émergence d'une troisième intifada. Il est risqué d'après l'auteur d'affirmer a priori le début d'une nouvelle intifada et le caractère révolu de la seconde. Pour formuler une hypothèse sur l'état actuel de la mobilisation populaire en Palestine qui ne soit pas hasardeuse, il est nécessaire d'établir un modèle explicatif des intifada. L'origine des soulèvements populaires ne se trouve pas seulement que du coté des facteurs externes (la colonisation sioniste, les pratiques répressives de l'Etat israélien,…) mais aussi du coté des facteurs internes (les divisions politiques, la corruption,…).

Ainsi la première intifada est une contestation de la colonisation sioniste depuis 1967 mais elle correspond aussi à une volonté du peuple de se réapproprier la lutte qui était menée depuis l'extérieur. De même, la deuxième intifada est dirigée contre la domination sioniste et contre l'Autorité Palestinienne corrompue issue des Accords d'Oslo.

Aujourd'hui, il semblerait que le peuple palestinien se trouve dans une phase transitoire entre deuxième et troisième intifada. Le nouveau soulèvement populaire apportera des réponses aux multiples interrogations actuelles sur la séparation politique entre Gaza et la Cisjordanie ou encore sur la poursuite de l'adhésion du peuple palestinien à la solution à deux Etats-même si nous au Comité Action Palestine ne pensons pas que le peuple palestinien soit réellement pour la solution à deux Etats, cette adhésion ne trouvant de réalité que dans les négociations institutionnelles avec l'ennemi sioniste.

Lors d'une conférence récente, j'ai été questionné à plusieurs reprises sur les perspectives d'un 3ème soulèvement palestinien ou Intifada. La question, bien qu'apparemment simple, est à la fois insidieuse et importante, et il n'est pas possible d'y répondre en quelques minutes.

Une troisième Intifada impliquerait que la seconde est terminée. Mais est-ce le cas ? Ou bien a-t-elle seulement perdu son élan, son objectif et sa direction, ou alors son énergie a-t-elle été dilapidée- comme tout mouvement populaire- par les dissensions entre factions et les divisions internes.

Certains de ses leaders initiaux ne sont plus impliqués, et un soulèvement soudé ne peut pas exister si un trop grand nombre de ses acteurs changent de camp, de rôles, ou bien sont absents. Pour appréhender ce sujet de manière plus pratique, la première Intifada doit être analysée minutieusement.

Les révoltes collectives palestiniennes ne sont pas seulement une réponse à des problèmes singuliers causés par des agents extérieurs, par exemple le Mandat britannique, les pratiques coloniales sionistes, l'occupation israélienne, etc. Les facteurs internes qui courroucent les masses palestiniennes, tels que les erreurs de leur leadership, les divisions, les renversements, la corruption, le népotisme etc…sont souvent oubliés.

Le soulèvement de 1987 a été cohérent avec ce modèle, bien qu'il ait certainement inspiré un changement de paradigme. D'un côté, c'était un cri collectif pour la justice et pour une tentative sérieuse de clore l'occupation israélienne des terres palestiniennes occupées en 1967. Mais il représentait aussi le désir instinctif de se réapproprier la lutte palestinienne, qui avait depuis longtemps était conduite de l'extérieur : Jordanie, Liban, puis, plus ou moins Tunisie.

Il s'est progressivement infiltré dans la conscience palestinienne en territoires occupés (en 1967, ndlt) que la situation avait évolué en une lutte de pouvoirs entre les différentes factions basées dans différentes capitales arabes, et que ces conflits n'étaient pas idéologiques, mais plus liés à des questions de contrôle, d'argent et de statut.

Le premier soulèvement a rapidement formulé ses propres idées, mécanismes et symboles, tous reflétant l'unité entre les Palestiniens. En fait, l'accent non dissimulé mis sur « l'unité nationale » dans les symboles et les slogans de l'Intifada représentait un signe clair de la part des Palestiniens pour dénoncer la désunion et l'esprit partisan.

Bien que la réponse israélienne à la première Intifada fût létale, elle est difficilement comparable à la violence bien supérieure de la réponse au second soulèvement de 2000. Le gouvernement israélien voulait écraser la révolte avant qu'elle ne trouve son rythme et se transforme en un engagement populaire à long terme. Israël a aussi agi avec l'hypothèse de départ fausse que ce soulèvement avait été orchestré par le vieux leader de l' Organisation de Libération de la Palestine, Yasser Arafat, pour arracher des concessions politiques. En fait, à la fois Israël et l'Autorité Palestinienne (PA), créée suite aux Accords d'Oslo en 1993 comme une alternative à toutes les prérogatives de l'OLP, ont été pris complètement par surprise lorsque les Palestiniens sont descendus dans la rue par défiance, non seulement contre l'occupation israélienne, mais aussi contre les attitudes hésitantes et la corruption rampante qui prévalait au sein de son propre leadership.

Si nous devons accepter que la seconde Intifada est derrière nous, ou a été conclu du fait des luttes internes entre le Fatah et le Hamas, alors un examen de ses résultats est nécessaire. Bien que la seconde Intifada n'ait pas conduit à la fin de l'occupation israélienne, elle a certainement eu un impact très sérieux sur les institutions politiques en Palestine. Elle a donné naissance à un autre leadership, celui du Hamas, et a conduit à une réflexion majeure au sein du mouvement Fatah qui assurait précédemment ce leadership.

Le second soulèvement a très fortement miné l'AP, et par conséquent les accords d'Oslo qui l'avaient fait naître, mettant en lumière la nécessité d'institutions alternatives –et vraiment représentatives- telles qu'une version réactualisée de l'OLP.

En effet, chaque révolte palestinienne majeure dans le passé a conduit à des réalités nouvelles et imprévisibles, et malgré toutes les tentatives, le status quo qui caractérise les périodes précédant les révoltes est souvent négligeable après coup. De nouvelles personnes et priorités, de nouveaux noms, slogans et symboles sont souvent introduits dans le mélange, bien que toujours définis par un désir continuel de justice, de paix ayant un sens et de liberté.

Les méthodes israéliennes pour soumettre les Palestiniens et mater les soulèvements ont aussi produits de nouvelles réalités et relations, ainsi que de nouveaux seuils. Des méthodes telles que l'immense Mur, les colonies et armes de répressions massives ont souvent compliqué l'existence déjà douloureuse des Palestiniens vivant sous occupation et ont conduit à de nouvelles révoltes.

La première Intifada a ramené la lutte au sein de la Palestine, a fait naître un leadership local qui est entré en compétition sur tous les fronts avec la vieille garde, y compris le droit d'articuler les demandes et les aspirations palestiniennes. La seconde Intifada a permis de mettre au grand jour que les Accords d'Oslo et sa fameuse « Culture de Paix » étaient des processus sans intérêt qui n'ont pas permis d'améliorer l'épouvantable réalité sur le terrain – bien qu'ils aient permis de renforcer le pouvoir d'une certaine classe de Palestiniens, à la fois sur le plan financier et politique.

Aujourd'hui, les Palestiniens se trouvent eux-mêmes dans une phase transitoire dont l'issue est incertaine. Il y a plus de questions que de réponses : où va conduire la rupture entre le Fatah et le Hamas ? Est-ce que le Fatah va continuer ainsi en maintenant sa structure actuelle ? Pour combien de temps ? Est-ce que les Palestiniens vont continuer à adhérer à la demande pour l'instant non contestée d'une solution à deux états ? Et quelle crédibilité a encore cette formule dans les circonstances actuelles, où une séparation claire parait très compliquée pour ne pas dire totalement infaisable ? Comment va évoluer la séparation géopolitique entre la Cisjordanie et Gaza au cours des prochaines années ?

Les soulèvements palestiniens sont souvent des réponses collectives à des questions difficiles. La chance réside dans la prochaine Intifada – et il y en aura toujours aussi longtemps que durera l'occupation- qui constituera un nouveau rejet des maux affligeant la cause palestinienne. Elle réaffirmera la pertinence, si ce n'est le rôle leader du peuple palestinien en tant que véritable propriétaire de son destin et gardien de sa propre lutte.

Ramzy Baroud

Traduction : N. Ollat pour le CAP

Principes d’unité de la solidarité avec la Palestine

le 23/10/2008 8:10:00 (700 lectures)

Le **NECDP** (New England Committee to Defend Palestine) a élaboré dans cette analyse un argumentaire rigoureux permettant de contrer les sionistes présents dans les mouvements de lutte anticoloniaux et en particulier dans les mouvements de solidarité avec la Palestine. Le NECDP commence logiquement par exposer les principes d'un anti-sionisme authentique qui rendent possible une stratégie de lutte efficace : considérer Israël comme un Etat colonial et le sionisme comme une forme de racisme, militer pour la libération de toute la Palestine historique et le droit au retour, envisager la lutte palestinienne comme un lutte régionale et mondiale contre l'impérialisme occidental.

Dans un second temps, le NECDP recense les différentes techniques de déstabilisation et de perturbation des organisations pro-palestiniennes par les sionistes, au nombre de onze, et propose, pour chacune d'elle, une méthode de riposte et de neutralisation de l'adversaire.

L'intérêt de ce texte est de lier clairement la conception politique de la situation palestinienne avec la stratégie de lutte contre le sionisme : sans une théorie radicale pas de pratique radicale …

En avril 2008, le NECDP a organisé une conférence intitulée « Lutte pour la Terre : Sionisme et Répression des mouvements anticoloniaux. » Le document qui suit est le résultat des ateliers et de la série de discussions qui ont suivi. Il comprend une section intitulée « 11 Méthodes de perturbation sioniste et stratégies pour traiter la perturbation ».

Nous les présentons en tant qu'appel aux organisateurs des mouvements pour le changement social et politique afin qu'ils adoptent des principes antisionistes dans le cadre de leur travail.

****

Se confronter au racisme et au colonialisme! : Le sionisme est une forme de la suprématie blanche et du colonialisme européen. « Israël » a été fondé sur le Sionisme et est donc un Etat injuste et illégitime.

*** Droit au retour et à la récupération des terres:** les Palestiniens ont le droit de rentrer et de récupérer la totalité de leur terre historique. L'ensemble de la Palestine Historique doit être décolonisée.

*** Droit à résister:** les Palestiniens ont le droit de résister à la colonisation et au génocide et au vol de leurs terres et de leurs ressources. Ce droit comprend le droit de résister à des colons (la principale force de génocide en Palestine) et à l'armée. La lutte du peuple palestinien fait partie d'une lutte régionale contre l'impérialisme américain, européen et sioniste.

****

Combattre le Sionisme

Pourquoi les mouvements pour un changement social et politique devraient adopter des principes antisionistes dans le cadre de leur travail?

Il y a des décennies, des organisateurs ont dû lancer une lutte pour amener les gens à reconnaître que le racisme devait être abordé comme une question spécifique, et qu'il ne pouvait pas simplement être traité dans le cadre de la lutte des classes : qu'il n'était pas suffisant d'avoir une lutte de classes sans une analyse du racisme. Ces organisateurs ont démontré que le racisme est une force omniprésente au sein de la société elle-même et qu'il se montrait aussi à l'intérieur des mouvements pour le changement social et politique et donc, qu'il devait être combattu aussi à l'intérieur de ces mouvements.

Telle est la situation aujourd'hui concernant le sionisme. **Le sionisme doit être traité comme une forme de suprématie blanche qui existe au sein de nos mouvements de libération et de changement social.** Le sionisme possède sa base principale de soutien politique, économique et militaire aux « Etats-Unis. »

Alors que la grande majorité des peuples du monde reconnaissent que la lutte palestinienne est une lutte légitime contre la violence génocidaire coloniale, aucun mouvement aux Etats-Unis ne s'est montré encore capable de contester cette base de soutien. Une des raisons à cela, c'est l'influence du sionisme dans l'ensemble de la politique américaine.

L'oppression du peuple palestinien doit être une raison suffisante pour que les organisateurs radicaux adoptent l'appel afin d'affronter le sionisme dans leurs mouvements. Cette confrontation est indispensable également pour d'autres raisons.

Nous comprenons que le Sionisme est un pilier central de l'impérialisme américain qui a été intégré dans les projets américains au niveau mondial – et pas seulement dans le monde arabe, mais en Afrique, en Amérique centrale et el Amérique du Sud et en Asie. Par exemple, **depuis les années 1950, les Sionistes ont fourni, formé et conseillé des régimes répressifs et des groupes paramilitaires d'extrême-droite** en Argentine, en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en République Dominicaine, en Équateur, au Salvador, au Guatemala, à Haïti, aux Honduras, au Nicaragua, à Panama, au Paraguay , au Pérou et au Venezuela.

Depuis que la base du pouvoir sioniste continue de se trouver aux « États-Unis, » le Sionisme est l'ennemi des luttes anticoloniales, peu importe l'endroit où nous vivons. **Les Sionistes ont considéré les mouvements anticoloniaux radicaux sur ce continent comme une menace à leur pouvoir et ont activement travaillé à les réprimer** . Ils ont été une force centrale dans le développement de la sécurité nationale de l'Etat, de la quasi-légalisation de la torture, et de la soi-disant «guerre contre le terrorisme».

L'implication sioniste dans la « sécurité » d'un État policier – la protection du pouvoir pour les élites colonisatrices ici sur ce continent – englobe tout : du développement politique à la collecte de renseignements, le travail de mercenaires, et le développement de formes de technologie hautement répressives.

Des organisations comme L'Anti-Defamation League ont une longue histoire d'espionnage sur les groupes d'opposition et fournissent des informations aux services de renseignements aussi bien nationaux qu'étrangers. (Dans un exemple documenté dans les années 1980, un espion d'ADL a donné des informations sur le militant anti-apartheid sud-africain, **Chris Hani** , aux services de renseignements Sud-Africains, il a été ensuite été assassiné à son retour chez lui.) L'ADL finance maintenant des programmes communs de formation pour la police de « Sécurité Nationale » américaine et leurs homologues «israéliens».

Des sociétés de sécurité privée «Israéliennes» comme Instinctive Shooting International offrent la « sécurité » aux sociétés américaines ainsi que des programmes de formation aux forces de police américaines. **L'entreprise militaire et de technologie de surveillance, Elbit Systems, qui a été d'une importance capitale dans la conception du Mur qui maintenant sépare et emprisonne les communautés en Palestine, s'est elle-même engagée à construire le Mur-« frontière » avec le Mexique pour le gouvernement américain** .

Par-dessus tout, le maintien d'une base du pouvoir sioniste aux États-Unis, c'est créer un contexte politique sur ce continent dans lequel le sionisme peut prospérer, et cela signifie supprimer une conscience anticoloniale.

Des organisations sionistes comme l'American Jewish Committee ont lancé leur soutien actif derrière des dirigeants Noirs des « Droits civiques » qui sont prêts à limiter leur lutte à un ordre du jour de droits représentatifs sur le papier, tout en s'opposant aux courants nationalistes au sein du mouvement de libération noire qui considéraient leur lutte comme un combat pour l'autodétermination sur leur propre terre. **Les Sionistes ont utilisé L'Holocauste comme un moyen de soutenir la création du projet Sioniste en Palestine en le dépeignant comme un mal unique et sans précédent dans l'histoire de l'humanité, refusant ainsi au colonialisme d'être considéré comme une forme de génocide contre les Africains, les peuples des Premières Nations, et les Peuples arabes** .

Pour toutes ces raisons, nous pensons que la lutte contre le Sionisme doit devenir un thème commun aux mouvements sérieux sur un changement social et politique. L'adoption des principes antisionistes est une étape nécessaire dans la lutte contre le sionisme au sein de nos mouvements.

Pour aider les organisateurs à atteindre cet objectif, nous avons pensé qu'il était utile de préciser le sens des principes antisionistes, et ensuite d'examiner la manière dont les Sionistes – en particulier les Sionistes au sein de nos mouvements – fonctionnent pour perturber gravement la solidarité anticoloniale.

Quels sont les principes antisionistes ?

En parlant du Sionisme comme une forme de racisme, nous comprenons le racisme comme étant une expression du colonialisme européen. En tant que tel, il ne s'agit pas seulement de l'ensemble des croyances ou des visions du monde partagées par les membres de sociétés coloniales oppressives mais aussi du système de lois et d'institutions grâce auquel ces sociétés appliquent leur pouvoir. Le racisme est l'expression d'une relation matérielle et sociale : les relations entre le colonisateur et le colonisé.

La lutte pour la libération n'est pas une lutte contre des idées dans l'esprit des gens («préjudice») ou contre l'inégalité devant la loi (« discrimination »), mais une lutte pour renverser l'oppression coloniale dans la plupart de ses formes matérielles.

Le colonialisme sioniste en Palestine prend la forme de colonies de peuplement. **Comme dans le cas du colonialisme anglo-européen sur ce continent, la colonisation sioniste vise à éliminer la population autochtone pour la remplacer par une population de colons. Cette population de colons est la principale force d'occupation et de génocide contre la population autochtone** .

Des courants politiques internes qui sont en conflit les uns avec les autres sur l'organisation du pouvoir au sein de la société de colons : « Gauche », « Droite », « Centre », « Progressistes », « Conservateurs », « Marxistes », « Anarchistes », etc – ont des points totalement communs concernant le projet de colonisation en lui-même qui devient objectivement le même pour les populations autochtones.

Dans ce contexte, nous estimons que les solutions proposées qui abordent les manifestations du colonialisme (le système d'Apartheid, les inégalités dans la législation et le droit de vote, etc) mais jamais la réalité sous-jacente de la colonisation – qui contrôle les terres et les ressources de la région – sont des fausses solutions. **La lutte contre le racisme est en fin de compte une lutte contre le colonialisme : une lutte pour libérer la terre** .

Comme le disait **Malcolm X** , « *la Révolution est basé sur la terre. La terre est la base de toute indépendance. La terre est la base de la liberté, de la justice et de l'égalité* . » De véritables principes antisionistes doivent soutenir le droit des Palestiniens à libérer leur terre historique par tous les moyens nécessaires.

Comment les Sionistes perturbent-ils notre travail et comment peut-on les arrêter?

Dans le travail de solidarité avec la Palestine, il existe trois types fondamentaux d'opposition à la lutte pour les droits des Palestiniens. Le premier est effectué par des gens qui sont idéologiquement engagés dans le Sionisme, le second, par des gens de bonnes intentions persuadés qu'ils doivent maintenir une alliance avec les Sionistes de Gauche (ou au minimum ne pas les offenser) pour des raisons de crédibilité ou d'autres objectifs stratégiques, et le troisième par des gens qui prétendent s'opposer au principe du Sionisme, mais sont réticents à préconiser des changements dans la pratique coloniale qui permettrait d'obtenir des gains matériels pour les Palestiniens: c'est-à-dire, la résistance aux colons et la libération de la terre.

Voici quelques méthodes qui sont utilisées par les Sionistes pour perturber le travail de solidarité avec la Palestine et des stratégies de lutte contre ces perturbations. Nous avons également noté quelques exemples de méthodes utilisées par des personnes qui ne sont pas Sionistes, en principe, mais qui en même temps ne sont pas opposées, dans la pratique, au Sionisme. Il est important de noter que les méthodes décrites ci-dessous sont souvent utilisées par des personnes bien-intentionnées parmi la « Gauche. » Bien que nous ne pensions pas qu'il soit toujours «stratégique» de capituler devant le Sionisme, certainement que le ton avec lequel on peut répondre à quelqu'un qui agit de bonne foi, par opposition à quelqu'un qui tente de perturber le travail d'organisation devrait être différent. Il est également important de garder à l'esprit que l'on doit affronter le Sionisme de ceux qui sont bien intentionnés, tout comme on l'aurait fait face à toute autre forme de racisme de gens bien-intentionnés.

****

11 méthodes de perturbation Sioniste et stratégies de lutte contre ces perturbations

1. Rebondir vers la « stratégie » en l'absence d'objectifs communs

C'est probablement la méthode la plus commune de perturbation utilisée par ceux qui sont engagés idéologiquement dans le Sionisme. Disons qu'une proposition antisioniste est en cours de discussion. Les Sionistes dans un groupe suggèrent que défendre les droits des Palestiniens de cette façon n'est pas « stratégique » pour des raisons diverses : « *le public américain va avoir peur* « , « *l'opinion publique américaine n'est pas suffisamment informée pour comprendre* « , « *Cette approche permettra de détruire le travail antérieur* « , ou « *cela nuira aux Palestiniens* . »

La meilleure façon de faire face à cette méthode de perturbation est de présenter au groupe l'argument qu'il ne peut pas avancer sur la stratégie avant de se mettre d'accord sur ce que sont les principaux objectifs politiques.

C'est un bon moment pour présenter les principes d'unité sur la solidarité avec la Palestine énoncés ci-dessus.

Si le Sioniste continue à être source de perturbations, il est temps de faire le tour de la pièce et de poser aux gens quelques questions de base, « *Sommes nous tous d'accord sur le fait que le Sionisme est une forme de racisme et de colonialisme et que nous nous y opposons?* « , « *Sommes-nous tous d'accord sur le fait que les Palestiniens ont le droit à l'ensemble de leurs terres?* « , etc.

C'est une façon de faire appel au racisme. **Il est également important de noter que les seules personnes qui ont tendance à être vraiment effrayées par une analyse antisioniste de la situation en Palestine sont les Sionistes, et non le grand public** .

2. Opposition au « cycle de la violence » : dénoncer « la violence des deux côtés »

Les Sionistes utilisent souvent l'argument de la « non-violence » comme moyen de dénoncer la résistance palestinienne. Cette méthode implique habituellement d'assimiler la violence d'État à la résistance des autochtones à la violence d'État – une assimilation qui est ridicule.

Aussi ridicule est l'idée que les financiers du colonialisme et du génocide en Palestine, des gens dans ce pays, seraient en mesure de dicter la tactique ou la stratégie à des gens qui résistent à la violence qui vient d'ici. **La population de territoires occupés a le droit de résister, point final** .

3. Soutenir le « droit à l'autodétermination» des «deux peuples» en «Palestine/Israël », « les gens ordinaires des deux côtés veulent la paix. »

Dans ce cas, les Sionistes défendent le récit sioniste: que les colons ont droit à l'autodétermination sur des terres qu'ils ont volées et qu'ils occupent maintenant par la force militaire, et que ce droit est compatible ou équivalent au droit des peuples autochtones à se réapproprier leur propre territoire. **Dans de telles situations, il convient de souligner que le Sionisme est une idéologie coloniale européenne, et non une lutte de libération nationale** .

Cela se manifeste dans l'usage de termes comme « Israël/Palestine » (parfois utilisé par les Palestiniens eux-mêmes qui estiment que ce sont des concessions stratégiques nécessaires pour gagner le soutien populaire ici.)

Lorsqu'ils sont affrontés, les Sionistes répondent souvent qu'ils ont « *des partenaires en Palestine* » qui soutiennent cette analyse. Il est important de faire remarquer lorsque cet argument est utilisé que le rôle de l'action de solidarité n'est pas d'imposer des limites à la lutte des peuples autochtones en choisissant pour un soutien ou en cultivant ou en renforçant les courants qui sont disposés à faire des concessions.

Le travail des militants de la solidarité est de soutenir l'ensemble des demandes des autochtones et de ne pas interférer avec le processus par lequel le mouvement autochtone prend ses propres décisions collectives sur les demandes et la stratégie .

4. Faire valoir la « complexité » de la situation

Le manuel de la Hasbara sur le thème « **Promouvoir Israël sur les campus** » stipule ce qui suit:

« Si un activiste juif est réellement en désaccord avec certaines actions, il est légitime de le dire à condition que cela soit fait d'une manière qui défende et soutienne Israël en tant que pays et de tenter de placer l'action dans le contexte d'une situation complexe . »

La réponse à cela doit être directe. Il n'y a rien de compliqué sur les questions fondamentales de la justice en Palestine : le racisme, le colonialisme et le génocide sont inacceptables et on doit s'y opposer.

5. Rebondir sur la « procédure »

S'ils n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs politiques par la discussion, les Sionistes peuvent épuiser et détruire des groupes en transformant des discussions politiques en d'interminables discussions sur la « procédure » du groupe.

Cela se produit quand un membre du groupe tente de retarder le début ou la fin des travaux, ou qu'il n'est pas d'accord avec une prolongation ou en disant que certaines procédures du groupe n'ont pas été suivies.

Il est préférable de souligner, dans ces cas, que la procédure du groupe est utilisée à mauvais escient pour atteindre un certain objectif politique et qu'il faut recentrer le débat sur le travail politique.

6. Insultes

S'ils n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs politiques par l'une des méthodes ci-dessus, les Sionistes vont parfois se livrer à des insultes : cela peut aller d' »irréaliste » à « sectaire » et à « terroriste ». Cela arrive parfois publiquement dans des discussions de groupe, mais le plus souvent cela se produit en dehors de la discussion du groupe.

Dans ce cas, c'est une bonne idée que d'attirer l'attention sur les insultes comme une méthode couramment utilisée pour discréditer ceux qui sont confrontés au racisme, à l'oppression des classes, au sexisme, à l'homophobie, etc. **C'est aussi une bonne idée que de décourager les insultes en encourageant le débat politique ce qui permettra de clarifier quels conflits politiques ont engendré les insultes.**

7. Le «Dialogue» entre Israéliens et Palestiniens comme « Pont pour la paix», ou «dialogue interreligieux» qui est utilisé comme une occasion de promouvoir le soutien à «Israël».

Les sujets de discussion du dialogue interreligieux peuvent être aussi clairs que «*Pourquoi les chrétiens devraient soutenir Israël* », ou utiliser des moyens moins évidents de sensibilisation, comme dans l'exemple du groupe de dialogue interreligieux de Boston Groupe (tiré de leur site):

« Trinity créait également une relation avec Temple Israël pour répondre aux préoccupations de la communauté juive de Boston après que l'un des évêques anglicans du Massachusetts et de nombreux autres membres du clergé soient allés manifester devant le Consulat israélien à Boston pour exprimer leur préoccupation au sujet de la situation des Palestiniens. Fallon a dit à la communauté juive qu'il percevait cela comme une « cinglante critique », et l'équipe ministérielle de Trinity a cherché à avoir des relations avec la communauté juive afin de remédier à ce problème «

Hillel dit :

« Cela peut paraître paradoxal, mais peut-être que le meilleur moyen de renforcer le lien à long terme entre les étudiants juifs et Israël c'est de lui permettre d'être remis en cause, réexaminé et interrogé sur le court terme. En introduisant des éléments d'autocritique, de débat, de dialogue et de réflexion dans notre satisfaction d'Israël, nous ne faisons pas seulement qu'envoyer à Israël une image plus engageante d'une société énergique, mais nous faisons aussi plus d'efforts pour encourager les étudiants qui se méfient des points de discussion, des messages simples à venir soutenir la cause. »

En affrontant le Sionisme, il est important de rappeler que la persécution opresseur et opprimé est complètement inappropriée et qu'un tel «dialogue» se déroule dans le contexte de circonstances matérielles très réelles de l'injustice et de l'oppression raciste.

Suggérerions-nous de créer des « groupes de dialogue » entre l'opprimé et l'oppresseur dans n'importe autre travail sur la justice sociale?

8. Utilisation des stéréotypes féministes occidentaux sur la femme arabe comme étant « super-opprimée » pour démontrer que la colonisation est «bonne» pour les femmes arabes.

Il convient de souligner qu'il existe de nombreux stéréotypes qui prévalent en Occident sur les femmes palestiniennes, les femmes musulmanes et les femmes arabes comme étant « super-opprimées. »

Ces stéréotypes ont été commodément utilisés pour justifier le vol des terres palestiniennes et des ressources par les Sionistes, ainsi que par l'impérialisme américain. **Tout comme les colons de toutes époques l'ont fait ici sur ce continent, en Afrique, en Amérique centrale et en Amérique du Sud et dans les Caraïbes, les Sionistes prétendent apporter le « progrès » aux personnes contre qui ils commettent un génocide** .

Les femmes palestiniennes ont de solides formes d'organisation collective dans le cadre de leurs propres communautés. Elles ont également joué un rôle central dans les mouvements de résistance tout au long de l'histoire palestinienne. Elles sont les mieux placées pour déterminer leurs propres priorités, objectifs et intérêts.

On peut dire en général que les femmes des sociétés colonisées ne pensent pas être libérées lorsqu'on largue sur elles des bombes, lorsqu'elles sont emprisonnées et torturées, privées de leurs ressources, ou que leurs familles sont assassinées. **Le colonialisme n'a jamais apporté la libération à tous les secteurs de la société parmi les peuples colonisés** .

9. Utiliser la reconnaissance historique des crimes du colonialisme pour dévier vers l'action « vérité et réconciliation » qui préserve le statu quo plutôt que des actions de soutien à la libération de la terre

Cela fonctionne de la même manière que les groupes de dialogue. La simple reconnaissance de l'histoire de la colonisation devrait aboutir à la réconciliation, sans libération des terres ou des ressources. Dans ce cas, la réconciliation précède tout démantèlement matériel de l'injustice.

Par exemple, il y a eu une très récente tendance actuelle de «reconnaissance de la Nakba » en « Israël ».

Cas d'espèce : **Zochrot** , une organisation qui «*travaille à rendre l'histoire de la Nakba accessible au public israélien de façon à engager les Juifs et les Palestiniens à discuter dans un esprit d'ouverture de notre douloureuse histoire commune* . »

Autres citations de Zochrot:

« Nous avons également organisé des rencontres entre les réfugiés palestiniens et les Israéliens qui vivent sur leurs terres. Au cours de la rencontre, les différents récits de 1948 ont été partagés et c'est une tentative de discussion sur les possibilités de création d'un espace qui permettrait aux besoins des deux parties d'être respectés …. »

Tiré d'une déclaration de Zochrot en Mai 2007:

« .. Une injustice ne peut pas être corrigée par une autre injustice, et le droit au retour, comme tout autre droit, doit être mis en œuvre avec soin pour s'assurer que les autres droits seront protégés «

Les « autres droits » dans ce cas sont probablement les « droits » des colons.

10. Rendre le sujet de discussion personnel

Cela prend souvent la forme de quelqu'un qui exprime sa « gêne » sur la façon dont le débat a lieu. Quand le racisme est appelé, les Sionistes personnalisent souvent le débat politique, en disant qu'ils se sentent « attaqués » et « non supportés » par le groupe.

Il est préférable dans ces cas de ne pas consacrer du temps à vous expliquer de façon plus acceptable à quelqu'un qui épouse le racisme.

Soyez ferme et clair dans votre analyse. Soyez bref : « *Affronter le racisme peut être inconfortable pour certaines personnes* », et avancez.

Ne pas laisser le travail politique être avorté par ce type de perturbations.

11. Propager des stéréotypes et des mythes au sujet de la résistance islamique afin de discréditer la résistance et diminuer la solidarité envers celle-ci.

La résistance islamique en Palestine et au Liban est un mouvement de résistance du pays qui bénéficie d'un large soutien dans tous les milieux, mais en particulier parmi les secteurs de la société les plus pauvres et les plus marginalisés.

Beaucoup de personnes dans le monde arabe considèrent ces organisations comme «la véritable Gauche», puisqu'elles offrent une grande variété de services sociaux à la population qui a été ignorée par les gouvernements, les semi-autorités et les organisations internationales.

Alors que les désaccords idéologiques sont importants entre les mouvements de la résistance islamique et la Gauche anti-impérialiste, la résistance islamique ne se situe pas à Droite de l'éventail de la pensée politique et bénéficie de nombreux points communs avec ce qui reste de la Gauche anti-impérialiste sur de nombreuses questions sociales pour les masses en général.

Il est important de noter que l'Islam, avec ses nombreuses écoles de pensée ne fonctionne pas comme une église organisée. Ainsi, l'argument laïc occidental est moins pertinent, car il n'y a pas de pouvoir de contrôle de l'église. **Toutefois, les mouvements de résistance islamique ont montré par la pratique qu'ils ne sont pas intéressés à imposer de nouvelles normes sociales sur la population.** Ils se considèrent simplement comme un mouvement de libération avec l'objectif principal de libérer les peuples et les terres de l'emprise du colonialisme et de l'impérialisme.

Il est regrettable de voir les gens de Gauche rejoindre le mouvement de propagande anti-islamique dans une tentative de discréditer les mouvements de résistance islamique. Il s'agit d'un mouvement réactionnaire de personnes privilégiées ayant peu de connaissances sur la nature de la résistance et son idéologie révolutionnaire issues de l'expérience du prophète de l'islam.

Les femmes jouissent de postes élevés dans le mouvement de la résistance islamique et gèrent exclusivement le réseau des organisations de soutien social. **Elles sont impliquées dans les activités de la résistance, occupent des sièges au conseil et participent aux prises de décision tout en portant fièrement des foulards sur leur tête** .

Le mouvement de résistance islamique apprécie les contributions des précédentes organisations anti-impérialistes, nationalistes et de Gauche.

Dans un récent accord d'échange de prisonniers, la Résistance islamique a insisté sur le retour des restes de tous les combattants, quelle que soit leur affiliation politique. La célébration qui a suivi réunissait les drapeaux de la résistance islamique et les drapeaux de la résistance de Gauche. La résistance islamique est un prolongement du même combat!

New England Committee to Defend Palestine

Source : http://www.onepalestine.org

Traduction : MG pour ISM

Prisonniers palestiniens et arabes – Bulletin du CIREPAL

le 3/10/2008 6:55:48 (1034 lectures)

Bulletin d'informations n° 10 (09/08) du **CIREPAL** (Centre d'Information sur la Résistance en Palestine) consacré à la situation des prisonniers palestiniens.

« *Nous sommes un peuple qui n'abandonnons pas nos prisonniers et détenus en prison* «
Sayyid Hassan Nasrullah ,
secrétaire général du Hizbullah

Sa'id Atabeh, Abu 'Ali Yata et Hussam Khadr enfin libérés !

Le plus ancien prisonnier palestinien dans les geôles de l'occupation sioniste, Sa'id Atabeh (31 ans de détention), a été libéré au mois d'août, dans le cadre d'un « geste de bonnes intentions » de l'occupant envers l'Autorité palestinienne. Sur les 198 prisonniers libérés, Abu 'Alî Yata, élu député du Fateh dans la région d'al-Khalil lors des dernières élections législatives, est également un ancien combattant de la liberté. Hussam Khadr, ancien député, président du comité de défense des droits des réfugiés dans le camp de Balata, a été libéré après 5 ans de détention. Nous ne pouvons que nous réjouir par ces libérations et nous nous en félicitons bien que 1) seuls deux des anciens prisonniers ont été libérés alors qu'ils sont plus de deux cent à être détenus depuis plus de 20 ans ! 2) aucun des prisonniers du Hamas, du Jihad islamique ou du Front populaire n'ont été libérés, ce qui signifie que les autorités sionistes ont elles-mêmes défini politiquement les prisonniers devant être libérés et qu'elles ont cherché, par ce choix, à approfondir la division actuelle entre Palestiniens. 3) selon le ministère des affaires aux prisonniers, la moitié des prisonniers libérés devaient l'être en 2009, aucun prisonnier gravement malade, ni des territoires occupés en 48 ou d'al-Quds n'en font partie. Il reste à dire que même si l'Autorité palestinienne s'est réjouie de ce geste israélien, le mérite revient essentiellement à la lutte et la résistance du peuple palestinien, qu'elle ne cesse d'écraser et de dénigrer, il revient surtout aux combattants qui ont enlevé le soldat Shalit, donc aux Brigades d'al-Qassam et aux Comités populaires qui, sans leur fermeté dans la négociation dans l'échange des prisonniers, Israël n'aurait pas été obligé de remonter le moral de Mahmoud Abbas ; le mérite revient aussi au Hezbollah qui avait réussi, quelques semaines plus tôt, une des plus importantes opérations d'échange, dont le prestige a rayonné sur toutes les négocations en vue de libérer les prisonniers !

Quoiqu'il en soit, réjouissons-nous de la libération des prisonniers libérés et poursuivons la lutte pour la libération de tous les autres, et notamment des plus anciens, Na'il et Fakhri Barghouty, devenus les plus anciens détenus dans les geôles de l'occupation (30 ans).

338 Palestiniens arrêtés au mois d'août 2008

Si la libération de 198 Palestiniens a été considérée comme un geste de « bonnes intentions » envers l'Autorité palestinienne, comment les sionistes qualifient l'arrestation de 338 Palestiniens, au cours de la même période, lors de 95 incursions en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ? Occupation et terreur.

Dans la province d'al-Khalil, 93 Palestiniens ont été arrêtés, dans celle de Nablus, 78, dans celle de Bethlehem, 42, puis 39 arrestations dans la province de Jénine, 37 dans celle de Ramallah, 28 dans celle de Toulkarm, 8 dans celle de Toubas, puis 7 à Gaza, 4 à Beit Lahya.

3500 enfants détenus depuis le début de l'intifada al-Aqsa

Sur les 3500 enfants arrêtés et détenus depuis le début de l'intifada al-Aqsa, 340 enfants sont toujours détenus dans des conditions misérables dans les prisons de l'occupant. 104 enfants sont détenus dans la prison de Telmond, dont 4 filles, 80 sont détenus dans la prison de Ofer, 38 dans la prison du Naqab, 54 à Meggiddo, et les autres sont réparties entre les centres d'interrogatoires et d'arrestations israéliens.

213 enfants sont condamnés et 107 attendent un jugement alors que 10 enfants sont des détenus administratifs, aucune charge ne pèse sur eux. 83 enfants sont de la ville de Nablus, 52 de Bethlehem et 50 de Ramallah. 82 enfants ont entre 15 et 13 ans.

Dans la prison de Hasharon (Telmond), dans la section des enfants, les geôliers ont introduit trois chiens qu'ils ont lancé contre les deux enfants, Musa Ahmad Musa et Wael Khatib, pour les obliger à porter l'immonde vêtement orange des prisonniers de Guantanamo. Les deux enfants ont même été enchaînés pour faire pression sur eux.

Na'il Barghouty : une vie de combat

Originaire du village de Kubar, dans la province de Ramallah, il a été arrêté le 4 avril 1978, à l'âge de 20 ans. Il a actuellement 51 ans. Il y a quatre mois, il a entamé sa 31ème année de prison. Sa sœur Hanane raconte : Dix jours après l'arrestation de Na'il, mon frère Umar et mon père ont été arrêtés, et ont passé 120 jours en prison, pour interrogatoire. C'était mon père qui le visitait alors que ma mère a été privée de visite pendant une très longue période. Après le décès de mon père, nous avons réussi à lui obtenir un droit de visite. Elle a pu lui rendre une seule et dernière visite, en avril 2006, alors que son état de santé s'aggravait. Nous avons dû la mettre dans une ambulance, avec un lit mobile. Elle décéda six mois plus tard. Na'il n'a pu assister aux obsèques ni de son père ni de sa mère. Mais son moral est resté elevé. Hajja Farha, Um Umar, la mère de Na'il, était connue comme étant la poétesse de Kubar et une des plus grandes militantes, ayant mené des grèves et des marches de solidarité avec les prisonniers et détenus dans les prisons de l'occupation.

Libération de Noura Hashlamon

Noura Muhammad Jabir, de la ville d'al-Khalil, 37 ans, mariée à Sami Hashlamon, prisonnier administratif depuis 26 mois, et sœur du combattant prisonnier Nour Jabir, qui a exécuté l'opération de Wadi Nasara, tuant 14 soldats israéliens, où sont tombés trois martyrs, et pour laquelle il a été condamné à 17 perpétuités.

Noura Jabir Hashlamon a été détenue administrative. Elle a été arrêtée le 17/9/2006, et a mené deux grèves de la faim pour réclamer sa libération immédiate, la première fois en 2007 pendant 27 jours et la seconde fois en mars 2008, pendant 26 jours. C'est au cours de cette seconde grève de la faim que le tribunal militaire israélien propose de l'exiler vers la Jordanie si elle accepte d'être libérée. Noura refuse catégoriquement ce marchandage, déclarant au tribunal : « un jour, vous me libèrerez, vous me remettrez ma carte d'identité et me direz : sors ! Je suis de ce pays, vous êtes les occupants et vous avez pris ma terre et mon pays ».

La « sécurité préventive » du président Abbas arrête Fouad al-Khafsh, directeur du centre al-Ahrar pour la défense des prisonniers

Fouad al-Khafsh (33 ans) a été arrêté le 11/8/2008, pour la quatrième fois, depuis 2007, par l'appareil de la sécurité préventive de l'Autorité. Chercheur spécialiste dans la question des prisonniers détenus par l'occupation, il est directeur du centre Al-Ahrar et a mené récemment une campagne internationale pour la libération des députés enlevés par l'occupation.

Arrestation de Dr. Majida Fudda

Le centre al-Ahrar a protesté contre l'enlèvement de dr. Majida Fudda (42 ans), membre du conseil municipal de la ville de Nablus, à son domicile, après avoir investi son domicile et confisqué son ordinateur personnel. Dr. Majida Fudda avait été arrêtée administrative pendant six mois en 2005. Elle est la septième membre du conseil municipal de Nablus à être arrêtée, au cours des deux dernières années.

De son côté, la député Muna Mansour a été libérée le 4 août dernier, après avoir été enlevée le 21 juillet à Nablus avec trente autres personnes. Après sa libération, elle a réclamé une campagne sérieuse pour exiger la libération de tous les prisonniers et prisonnières, et notamment des députés enlevés.

La prisonnière Amal Jumaa atteinte de cancer : exigeons sa libération immédiate

Amal Jumaa, du camp de Askar, à l'est de Nablus, risque de décéder en prison, si aucun effort n'est fait pour sa libération immédiate. Arrêtée il y a plus de quatre ans (mai 2004) et condamnée à 11 ans de prison, Amal a été sauvagement torturée et enfermée dans des conditions insoutenables. Dès l'apparition de son mal, elle n'a pas été soignée, mais transférée d'une prison à l'autre et interdite de visite familiale, prétextant des raisons sécuritaires. Sa famille accuse l'occupation et l'administration carcérale d'être responsables de sa maladie. Son frère, Jamil, explique que Amal a été malade dès son arrestation, et depuis huit mois, le mal s'est envenimé, il accuse l'administration de la prison qui lui a fourni un médicament causant une hémorragie interne, d'avoir fait pratiqué des opérations chirurgicales clandestines, d'avoir falsifié son dossier médical de crainte qu'il ne tombe entre les mains d'une association humanitaire internationale.

Campagne pour la libération des 98 prisonnières palestiniennes

Le site http://www.ahrar-pal.info/arabic/?articles=topic&topic=335 lance une campagne de sensibilisation, mobilisation et information, pour exiger la libération des prisonnières palestiniennes.

Arrestation de Hussam Khalil et Anis Saffouri de Shefa Amr

La Shabak, appareil sécuritaire sioniste, a arrêté au cours de la première semaine d'août les deux jeunes étudiants, Anis Saffouri et Hussam Khalil, tous les deux de la ville de Shefa Amr, en Palestine occupée en 48. Ces arrestations font partie de la tentative institutionnelle de briser la résistance des Palestiniens de 48. A suivre…

CIREPAL
cirepal2005@yahoo.fr

Lettre de Abdelfattah Abusrur, directeur d’Al Rowwad au Président de l’Autorité Palestinienne

le 21/9/2008 10:30:22 (713 lectures)

Abdelfattah Abusrur est le directeur du théâtre Al Rowwad du camp de réfugiés Aïda de Bethléem dont la troupe est venue deux fois en Gironde invitée par le CAP.
Il y a deux ans, ils nous avaient raconté leur histoire malgré la tentative de censure des sionistes et de leurs complices (voir le dossier).
Cet été ils sont venus nous parler, sous forme de fable, de préjugés, de racisme, pour mieux apprendre au public à s'en méfier, mais ils nous ont aussi chanté de magnifiques chansons dont nous avons retenu un refrain : « ***La Palestine est arabe et ses enfants la libèreront*** «
Aujourd'hui, à la suite des déclarations inacceptables de Mahmoud Abbas, prêt à concéder à l'occupant sioniste ce qu'aucun Palestinien ne concèdera jamais, car le droit au retour est un droit inaliénable, Abdelfattah lui a écrit une lettre ouverte, et il l'a traduite pour nous.

Cher M. le Président de l'Autorité Palestinienne,

Je m'appelle Abdelfattah Abdelkarim Hasan Ibrahim Mohamad Ahmad Mostafa Ibrahim Srour Abusrour. Je suis né au camp de réfugié d'Aida, sur un terrain loué pour 99 ans par l'UNRWA des propriétaires Palestiniens de la ville de Bethléem. Mes deux frères ainés, mon père ainsi que son père et tous ceux qui sont nés avant eux, sont nés dans le village de Beit Nateef, un des villages détruits le 21 Octobre 1948 par les bandits sionistes. Ma mère est née dans le village de Zakareyya, aussi détruit en 1948. Ce sont deux villages parmi les 534 villages détruits par les bandits Sionistes.

J'ai grandi dans le camp de réfugié d'Aida. Lorsque j'avais 4 ans, je me souviens que la plupart des habitants de camp se cachaient dans le cave derrière notre maison. Je me souviens des vieux parlant de la guerre. Je me rappelle que le ciel était incrusté d'avions, et que nous les enfants, nous étions couverts par des couvertures noires, dans les soins de nos mères.

Je me souviens le premier couvre-feu après l'occupation Israélienne dans le camp Aida en 1968. Je me souviens de premier soldat israélien, qui était un vieux Juif Irakien d'environ 60 ans, qui était positionné juste devant la porte de notre maison. Je me souviens de jour où mon deuxième frère était invité pour un entrevu chez l'administration de l'occupation militaire en 1972. Il n'est jamais revenu à la maison. Je me souviens de son exile après six mois en prison, sans confession et sans jugement.

Je me rappelle les premiers points collectifs de distribution d'eau dans le camp. Il y avait quatre points avec quatre robinets chacun pour toute la population de camp. Je me souviens aussi de premiers WC collectifs. Il y avait aussi quatre points, chaque point est composé d'un WC male et un femelle. Je me souviens de terrains autour de camp, où nous avions l'habitude de jouer, de présenter nos petits spectacle de théâtre dans la nature. Je me souviens des grands trous dans la terre ; lorsqu'ils se replissaient d'eau, ils devenaient nos piscines.

Je me souviens de la première colonie Israélienne autour de camp, la colonie Gilo… Les grues y travaillent toujours depuis les débuts des années 70.Je me souviens des religieux Juifs venant à la Mosquée de Bilal Ibn Rabah, qui était transformé en Synagogue après l'occupation de 1967, et rebaptisé le Tombeau de Rachel pour faire leurs prières. Nous nous étions plus permit de laver nos morts et faire une dernière prière sur eux avant de les enterrer, dans la cimetière juste à côté.

Je me souviens de premiers points de contrôle militaire israéliens entre Bethléem et Alquds-Jérusalem. Je me souviens des premiers permis exigés par les Israéliens, et toutes les routes alternatives et les chemins pour contourner les points militaires pour ceux qui n'avaient pas de permis.

Je me souviens de l'évolution de mur de séparation de l'état où il n'était qu'un amas de terre et d'énormes trous dans les routes et les rues, et puis en barbelé, et ensuite en block de ciment de 2 mètres, et 4 mètres et 8 à 12 mètres d'hauteur. Je me souviens de tous les temps où j'ai été capturé par les soldats Israéliens sur le chemin vers ma famille à Jérusalem- mon épouse est de Jérusalem Est. Je me souviens de 6 ans sans permis om j'ai pris tous les chemins connus ou inconnus de Bethléem à Alquds, que ce soit par l'Est ou par l'Ouest, par les routes principales, ou par les vallées ou les collines.

Je me souviens de cet espace qui s'est rétrécit dans le camp, et que cette population croissante d'environs 5000 habitants originaires de 41 villages détruits par les bandits sionistes, où 66 pourcent on moins de 18 ans, où la rue est le seul espace de jeu. Des murs ont été construits encerclant le camp de l'Est, du Nord et de l'Ouest.

Je me souviens de cet accord de Jéricho, où le check point à la sortie de Jéricho ne devrait être que symbolique, et où on passe des heures pour sortir de Jéricho parce que c'est la volonté de n'importe quel petit soldat d'une armée d'occupation Et nous négocions maintenant un passage vers la vielle ville de Jérusalem, sous contrôle de cette même armée d'occupation Israélienne.

Je me souviens qui nous étions nourri l'amour de ce pays occupé, parce qu'il est le nôtre. Je me souviens des clés rouillées des nos maisons dans notre village de Beit Nateef, des clés pour des portes qui n'existent plus, des clés qui ont leurs portes dans nos cœurs et dans notre imagination…. Des clés pour des portes qui étaient réelles et qui ont existées, pour des maisons réelles et qui avaient existées, où des vrais gens ont vécus et ont élevés leurs enfants. Ces clés rouillées sont encore avec moi. Je me souviens qui nous étions élevés avec cette croyance éternelle que le droit est le droit, et que rien ne justifie de l'ignorer. Je me souviens que notre droit au retour dans nos maisons et nos villages d'origine est un droit eternel, et rien ne puis le changer, ni ce qu'on appelle « les réalités sur le terrain », ni les accords politiques, parce que ce n'est pas seulement un droit collectif mais un droit individuel…. C'est de mon droit M. le Président, et le droit de mes enfants et mes grands enfants et tous ceux qui suivrons peu importe où ils seront nés.

Cher M. le Président

Je me rappelle le décès de ma mère, le 9 Septembre 2003. Elle avait 75 ans. Je me rappelle la mort de mon père le 26 Décembre 2006. Il avait 96 ans. Ma mère et mon père espéraient être enterrés dans leur village de Beit Nateef, là où ils se sont mariés, là où ils ont élevés quelques uns des leurs enfants, là où ils ont irrigués leur terre de sueur, de sangs et de larmes, là où ils ont rempli la terre de joie, de bonheur, de rires et de chuchotements.

Mes parents sont enterrés dans le cimetière du camp Aida. Le tombeau de ma mère est juste sous le tour de sniper militaire, entourés de barbelés. Le tombeau de ma mère ne m'est pas accessible. Je ne peux même pas la rendre visite un jour de fête ou un autre jours pour lui réciter un surate de Coran.

Cher M. le Président

J'ai été rempli d'espoir qu'après 60 ans d'occupation, qu'après 60 ans de résistance armée et non-armée, que nous pourrions réaliser quelque chose autre que les promesses futiles. J'ai été plein d'espoir que nous ne rendrons jamais nos droits, que nos droits sont reconnus par le monde entier, même si le monde entier reste complice avec l'injustice. J'ai été rempli d'espoir que rien ne justifie que nous renonçons à nos droits, malgré toutes « les réalités sur le terrain » comme ils le disent. Autrement, quel héritage nous laissons à nos enfants et les générations à venir. Faut-ils leur dire : Allez et laissez-vous emporter par le vent… Ne résistez jamais l'oppression, et ne levez vous pas devant l'injustice. L'importance de rester vivant, même si cette vie n'est qu'une vie d'humiliation et non reconnaissance d'appartenance à la race humaine.

Où est-ce que vous nous amener M. le Président ? A quel désert vous nous guidez ? A quelle catastrophe ? Comment osez-vous décider combien de réfugiés puissent ou ne puissent pas retourner chez eux ? Qui vous a donné la permission de parler en mon nom, et au nom de mes enfants ? Qui vous a demandé de déclarer les soldes sur nos droits ? Quel est le prix de telles soldes sur les droits de gens et leurs sacrifices pendant 60 ans ?

Là où les résolutions des Nations Unies parlent de **DROIT AU RETOUR ET DE DROIT A LA COMPENSATION**pour toutes les souffrances dans l'exile et dans les camps de refuge, pour toutes ces exploitations de nos terres et nos propriétés, pour toutes ces années d'humiliation et de torture qui s'empirent chaque jour, vous osez dire que tout le monde ne veut pas retourner dans leur village d'origine ? Même si c'était le cas, cela ne leur enlève aucunement leurs droits dans leurs maisons et leurs terres d'origines, qu'ils veulent retourner ou pas. S'ils veulent vendre aux autres, c'est leur choix, mais il n'est aucunement le droit de quiconque d'autre de décider qui veut et qui ne veut pas retourner. Ce n'est pas votre droit, et le droit de quiconque d'autre de dire « ceux qui ne veulent pas retourner, il faudrait les compenser ». Chaque refugié et fils de refugiés et grand fils ou fille de refugié a droit à la compensation pour ces 60 ans de Nakba, ceux qui ont quitté ou qui ont été forcé de quitter… ceux qui étaient propriétaires des terres, qui avaient leur champs d'orangeries et des arbres fruitiers.

Oui, les oranges de Jaffa existaient avant Israël, et conduirons à exister après Israël, si Israël ne fini pas par les détruire aussi comme les oliviers millénaires qu'il a détruit.

Vous n'avez pas été élu M. le Président pour renoncer à nos droits … ou pour abandonner nos espoirs et nos rêves et les droits de notre people qui est encore dans les camps de refuge, vivant sur des terrains loués, des réfugiés dans notre propre pays ou ailleurs, et qui attendent toujours ce retour dans les maisons d'origine pour 60 déjà.

Jour après jour, semaine après semaine, mois après mois et année après année nous vivons dans le mensonge, et des promesses brisées d'un changement…. Mais le changement arrive mais pour le pire et non pas pour le mieux. Rien ne s'améliore avec toutes ces négociations M. le Président ? Faut-il que nous nous déshabillons et montrer notre nudité pour qu'Israël et ses leaders et ses forces d'occupation soient satisfaits que n'avons plus rien à cacher ?

Hier, des Israéliens ont distribué des papiers à Jérusalem Est utilisant le Coran Sacré et leur Torah disant qu'ils ne font qu'accomplir la promesse de Dieu pour peupler Israël et chasser tous ceux qui ne sont pas Juifs. Et il faudrait que nous comprenions ce qu'ils demandent et leurs aider, en quittant notre pays parce qu'il y a tellement d'autres pays arabes pour nous accueillir ? Après cela nous pouvons vivre en paix, et nos enfants peuvent être heureux avec leurs enfants, et tout sera merveilleux. Est-ce la prochaine étape M. le Président ? Est-ce parce que les colonies sur le terrain s'étendent tellement, et que nous ne pouvons pas forcer notre présence en Israël, alors il faut que nous soyons gentils pour que le monde entier nous soit sympathique, et faire ce qu'Israël veut que nous fassions ? Et ensuite, nous allons parlé des compromis terribles et des solutions difficiles, et donc c'est à nous d'être les plus gentils et offrir le plus de compromis, et pardonner, et oublier, et abandonner nos droits, et quitter le pays ou mourir, et comme cela tout sera résolu ?

M. le Président,

Je ne suis pas prêt pour quitter mon pays. Je ne le quitterai jamais de plein gré, même si c'était le seul moyen pour gagner ma vie. Je ne renoncerais jamais à mon droit de retour dans mon village d'origine, même si j'ai un forteresse au Royaume Unit, et un château en France, et un chalet à la mer rouge, et une propriété au Bahamas. Mon droit est le mien, et donc ni vous ni aucune autre personne n'a le droit d'effacer mon droit, de l'échanger ou de jouer avec.

Nous avions l'habitude d'entendre parler des lignes rouges qu'aucun négociateur ne franchira. Que reste-t-il de ces lignes rouges M. le Président ? Nous entendions parler de la ligne verte… qui est devenue la ligne grise du mur de séparation. Les lignes rouges sont devenues des lignes roses et sont tellement diluées dans le blanc qu'elles sont devenues invisibles. Est-ce ce qui nous reste de notre résistance historique, et de tout le sang des martyrs et des années d'emprisonnement ?

J'espère sincèrement que vous quittez de votre tour d'ignorance des besoins de votre peuple et que vous descendez un peu sur le terrain et regardez les yeux de ceux qui ont encore la passion pour ce pays malgré ces désastres dans lesquelles nous sommes plongées au milieu de ces négociations futiles et non productives, pendant que le sang Palestinien est versé tous les jours par ceux avec qui vous négociez. N'avons-nous plus de honte pour arrêter ce cirque de continuer ?

J'aurais beaucoup aimé M. le Président qu'une telle énergie de négocier avec les israéliens soit investie pour unir les Palestiniens qui sont encore en dispute, et à cause d'un tel entêtement de nos leaders politiques, ce n'est point vous les leaders qui souffrez, mais votre peuple. Sommes-nous tellement sans valeur que nous ne méritions point votre temps et votre énergie pour arrêter cette mascarade et unir votre peuple au lieu de chercher toujours ce qui divise ces âmes torturés ? Ne suffit-il pas que nous sommes considérés comme un cas humanitaire tout simplement, qui ne vaut pas plus qu'un sac de farine ou une bouteille d'huile ou un médicament périmé ? Ne suffit-il pas que toute une population soit transformé en mendiants et soit mise dans la pauvreté, dépendant de la charité au lie de l'aider à produire en gardant leur dignité intacte ? Ne suffit-il pas l'humiliation de l'occupation que nous soyons forcés à subir toutes ces humiliations à venir ?

Je suis entièrement croyant dans la paix et le non-violence. Je suis entièrement croyant dans l'espoir, le droit et la justice. Je suis entièrement croyant dans les valeurs qui font de l'humanité ce qu'elle est. Je n'ai jamais appris à haïr. Je n'ai jamais haï personne. Mes parents étaient une source d'amour et de paix. Ils ne m'ont jamais appris à moi et à mes frères quelque chose d'autre que le respect des autres et un amour infini à donner et à aider les autres. Ils nous ont appris que lorsqu'on pratique la violence, on perd un parti de son humanité. Mais en même temps, ils nous ont appris à défendre le droit et ce qui est juste et de s'élever contre tout ce qui injuste, faux et mal. Alors M. le Président, j'ose vous dire que vous n'avez aucun droit, même en étant le Président d'une autorité qui n'a aucune autorité sur quoi que ce soit- *à l'exception probablement de nous- mais qui ne peut nous protéger ou même se protéger contre n'importe quel petit soldat ou soldate israélien* , pour renoncer à nos droits, les droits de deux tiers de votre peuple pour retourner avec dignité dans leurs villages et terres et propriétés détruits, et qu'ils soient compensés pour toutes leurs souffrances et leur exile, et l'exploitation par les sionistes de leurs champs et terres, et le vol de leurs propriétés et comptes dans les banques anglaises ou autres.

M. le Président

Je ne sais pas si vous allez lire ces mots ou pas. Je ne sais pas si je vais rester en vie lorsque vous les lisez ou pas… Mais en tous les cas, j'espère que ces mots qui viennent de cœur vont dans votre cœur M. le Président, et que vous puissiez trouver l'espoir et la force que notre peuple garde encore en lui. Nous ne renonçons pas à nos droits. La paix peut être construite seulement avec la Justice. La paix réelle peut être bâtie avec une justice réelle…. Toute autre chose n'est qu'une plaisanterie dans la face de l'histoire.

Je m'appelle Abdelfattah Abdelkarim Hasan Ibrahim Mohamad Ahmad Mostafa Ibrahim Srour Abusrour. Je suis encore refugié dans mon propre pays avec deux clés rouillées à la maison.

AbdelFattah Abusrour, PhD
Ashoka Fellow
Director of Al-Rowwad Cultural and Theatre Training Center
email: alrowwadtheatre@gmail.com
sites web : http://alrowwad.virtualactivism.net – http://www.amis-alrowwad.org –http://www.imagesforlifeonline.com

Sabra et Chatila : Commémoration d’un des nombreux massacres commis par l’Etat colonial d’Israël

En ce mois de septembre, nombreuses sont les commémorations médiatiques pour les victimes du 11 septembre 2001, rares, en revanche, sont celles pour les victimes palestiniennes des massacres perpétrés par l’Etat d’Israël.

Pourtant du 16 au 17 septembre 1982, plus d’un millier de réfugiés palestiniens et civils libanais ont été massacrés dans les camps de Sabra et Chatila, dans la banlieue de Beyrouth, au Liban. Des hommes, mais aussi des femmes et des enfants, ont été égorgés, empalés, éviscérés, violés par les milices chrétiennes phalangistes sous le regard bienveillant et complice de l’armée israélienne.

Ce crime contre l’humanité orchestré notamment par l’Etat colonial et raciste d’Israël et par Ariel Sharon, en particulier, n’est malheureusement qu’un des nombreux massacres qui jalonnent la création de cet Etat. Le massacre de Sabra et Chatila s’inscrivait dans le contexte de la guerre lancée par Israël pour mettre définitivement un terme à la présence de l’Organisation de Libération de la Palestine (OLP) au Liban et à la résistance du peuple palestinien, et de manière plus générale dans la politique d’épuration ethnique inscrite dans le projet sioniste .

Le récent film d'animation israélien, « Valse avec Bachir », vient certes nous rappeler ce dramatique évènement mais, comme toujours, seule la parole est donnée aux bourreaux et à leurs complices. Occultant le contexte, esquissant en filigrane la responsabilité du criminel-général Ariel Sharon, le réalisateur laisse, de manière indécente, libre cours au déversement des états d'âmes de ces anciens soldats israéliens, acteurs et témoins de tueries.

Quid de la souffrance des Palestiniens ? A l'instar de la politique coloniale d'Israël se fondant sur la négation du peuple palestinien , ce film nie scandaleusement le martyre de ces hommes, femmes et enfants palestiniens… Quelques images à la fin du film viennent nous rappeler que les vraies victimes sont les réfugiés palestiniens des camps de Sabra et Chatila. On les aurait presque oubliés ! C'est bien là l'objectif de la société coloniale.

En Palestine, la politique de colonisation et d'épuration ethnique commencée à la fin du 19ème siècle, s'est accélérée en 1948, avec la création de l'Etat d'Israël, la Nakba (la catastrophe) pour les Palestiniens. Elle a entrainé entre 1947 et 1949, la destruction de plus de 500 villages palestiniens, de nombreux massacres (dont le plus connu est celui de Deir Yassine) et l'expulsion de plus 800 000 Palestiniens, qui se réfugieront à Gaza, en Cisjordanie et dans les pays limitrophes, en Jordanie, en Syrie, en Irak et au Liban.

Chassés de leur terre, niés de tous, privés de leurs droits fondamentaux, plus de cinq millions de réfugiés palestiniens s'entassent depuis 60 ans dans des camps, gardant avec eux, les clés de leurs maisons (aujourd'hui détruites ou habitées par des familles juives) et l'espoir de retourner sur leurs terres.

Mais les occupants juifs ont toujours refusé de reconnaitre aux Palestiniens le droit au retour, malgré la résolution 194 , votée par l'Assemblée Générale de l'ONU le 11 décembre 1948 [1].

Aujourd'hui , M. Abbas, à la solde des israéliens, abandonne aussi ce droit et trahit encore une fois son peuple. La complicité de la plupart des Etats arabes et le soutien des pays occidentaux encouragent l'Etat colonial israélien à nier les droits fondamentaux du peuple palestinien et à poursuivre son objectif d'épuration ethnique totale.

Ainsi l'Histoire continue, impitoyable, pour les réfugiés palestiniens mais aussi pour les Palestiniens vivant à Gaza, en Cisjordanie et dans les territoires occupés en 48. Incursions, fouilles et arrestations de civils palestiniens, emprisonnements et tortures des résistants, spoliation, occupation et colonisation des terres palestiniennes, tel est le vrai visage de cet Etat raciste appelé Israël.

Gaza est encerclée, asphyxiée. En Cisjordanie, il y a plus de 450 000 colons, près de 560 barrages routiers et les murs s'érigent, interdisant l'accès aux soins et à l'éducation. Les assassinats et les kidnappings de militants et d'élus politiques sont quotidiens. Il y a aujourd'hui 10 000 prisonniers politiques dans les geôles israéliennes.

Face à cette entreprise de **destruction de leur peuple et de spoliation de leurs terres** , les Palestiniens n'ont d'autres choix que la **RESISTANCE** . Ils l'ont déjà démontré avec les deux intifada, la récente victoire au Liban, ou la chute du mur de Rafah en janvier 2008. En Palestine occupée, le peuple palestinien est toujours debout, uni depuis plus de 60 ans contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre.

Aujourd'hui plus que jamais il faut soutenir le Peuple palestinien dans sa revendication

– Un Etat palestinien sur TOUTE la Palestine historique
– L'autodétermination et l'indépendance nationale du peuple palestinien
– La libération de TOUS les résistants emprisonnés
– Le retour de TOUS les réfugiés chez eux
– La condamnation du sionisme, idéologie raciste et colonialiste.

Comité Action Palestine

---

[1] **Résolution 194** : « *L'Assemblée générale […] décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommag é lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables.* »

Al-Radwane : l´opération qui a traîné Israël dans la boue

le 22/7/2008 8:50:00 (735 lectures)

Article du **CIREPAL** – Centre d´Information sur la Résistance en Palestine – du **19 juillet 2008** .

Al-Radwane, c´est le nom de l´opération d´échanges de prisonniers et corps de martyrs détenus par Israël contre les deux soldats israéliens détenus par le Hezbollah au Liban. Elle a eu lieu le mercredi 16 juillet 2008, soit presque deux ans après la capture des soldats israéliens (12 juillet 2006) qu'Israël a utilisé comme prétexte pour agresser et détruire le Liban.

L´opération al-Radwane représente le plus grand coup porté à Israël, non militairement, mais psychologiquement, moralement, médiatiquement. Elle poursuit la victoire de juillet-août 2006, en frappant cette fois-ci au plus profond du front intérieur israélien.

Al-Radwane, c´est le nom de l´opération d´échanges entre prisonniers et corps de martyrs détenus par Israël contre les deux soldats israéliens détenus par le Hezbollah au Liban. Elle a eu lieu le mercredi 16 juillet 2008, soit presque deux ans après la capture des soldats israéliens (12 juillet 2006) qu'Israël a utilisé comme prétexte pour agresser et détruire le Liban. Al-Radwane, c´est le nom de guerre du dirigeant martyr du Hezbollah, Imad Mughnieh, assassiné au mois de février 2008, par les services de renseignements israéliens et d´autres. Al-Radwane, c´est le martyr `Imad Mughnieh, le principal auteur des deux victoires de la résistance islamique, la victoire de mai 2000 et la victoire de juillet-août 2006, contre les forces armées de l´occupation sioniste. C´est parce que les deux victoires remportées par la

résistance ont préparé le terrain à cet échange, couronné de succès et représentant une troisième victoire, que l´opération a été nommée al-Radwane, mais c´est aussi pour rendre hommage à cet homme exceptionnel que Samir Qintar a appelé « légende », assassiné avant de pouvoir assister aux résultats de tout son labeur depuis le début de la résistance islamique.

L´opération al-Radwane représente le plus grand coup porté à Israël, non militairement, mais psychologiquement, moralement, médiatiquement. Elle poursuit la victoire de juillet-août 2006, en frappant cette fois-ci au plus profond du front intérieur israélien. Et ce ne sont pas les quelques voix serviles arabes et autres qui changeront les faits.

L´opération al-Radwane est une vraie victoire : elle a traîné l´entité israélienne dans la boue, la boue accumulée tout au long de ses soixante ans d´occupation, de spoliation, de colonisation et de racisme envers le peuple palestinien d´abord et les peuples arabes et musulmans.

L´opération al-Radwane, c´est la victoire des masses palestiniennes, libanaises et arabes plus globalement, qui ont cru en la légitimité de la voie de la résistance, c´est la victoire de toutes les forces de la résistance contre Israël et ses alliés, comme l´ont affirmé d´ailleurs les nombreuses voix en Palestine occupée même, entre le fleuve et la mer.

Comme l´a expliqué sayyid Hassan Nasrullah, secrétaire général du Hezbollah, l´opération al-Radwane est une victoire immense parce qu´elle a comporté trois éléments essentiels :

1 – des négociations indirectes menées avec une maîtrise, un professionalisme et une précision extrêmes par le Hezbollah. Personne au monde n´a pu connaître le sort des deux soldats israéliens avant l´instant même de l´échange. Ni les pressions internationales, ni les conseils amis, ni personne n´ont pu obliger le Hezbollah à révéler quoi que ce soit au sujet de

ces deux soldats faits prisonniers, s´ils étaient morts ou vivants. Toute la classe politico-militaire israélienne et tout l´establishment colonial sont restés, jusqu´à la dernière minute, dans l´ignorance la plus totale de ce qu´ils allaient récupérer : des soldats vivants ou morts. Encore une fois, devant le bavardage des politiciens, des militaires et les « fuites » des services de renseignements sionistes, le Hezbollah a montré sa parfaite et totale maîtrise de sa sécurité et de son organisation. Un journaliste palestinien, de Ramallah, déclarait deux jours plus tard, à la chaîne al-Manar (télévision du Hezbollah) : « Ce que les Israéliens n´ont pas pu supporter, c´est aussi et surtout qu´ils ont appris, en direct, sur al-Manar, la mort des deux soldats, en voyant les deux cercueils, et pas avant, et tous ensemble, et non pas les militaires, puis les politiciens, pius les services de renseignements puis les gens. Non, tous, petits ou grands, ont reçu l´information par al-Manar, directement, sans aucune introduction, en même temps que la Croix-Rouge, en même temps que le monde entier ».

2 – Le deuxième élément de la victoire, c´est la victoire de la résistance en juillet-août 2006. Si le Hezbollah n´avait pas remporté la victoire contre l´agression de juillet, il n´aurait pas pu mener des négociations pour faire libérer les prisonniers et les centaines de corps de martyrs, tombés sur le champ de la guerre de libération. Cette victoire tellement niée par les régimes arabes, par les forces arabes serviles et par ces intellectuels et politiciens qui n´ont pas hésité, pendant deux ans, à dénigrer la résistance et le Hezbollah, parce qu´ils ont osé relever la tête et entreprendre la défense du pays, c´est la victoire de juillet 2006 qui a été couronnée et achevée par l´opération al-Radwane, la libération des prisonniers, malgré et contre tous.

Par cette opération, le Hezbollah a pu récupérer les corps de ses combattants, tombés martyrs lors de l´agression de juillet

2006, ces martyrs qui sont en train d´être enterrés proprement et dignement dans le sol du pays. Les 200 corps de martyrs rendus par les Israéliens (des centaines de corps des Palestiniens sont toujours enterrés dans « les cimetières des nombres », de la même manière), avaient été jetés collectivement dans les « cimetières des nombres », des fosses creusées où sont jetés les corps des combattants, avec pour seule mention la date et le lieu de leur mort, des corps sans aucun nom, comme s´ils n´avaient pas appartenu à des êtres vivants bien réels, avec des noms, un passé, une histoire, une famille, des amis, des compagnons, etc… Des corps anonymes que les dirigeants sionistes conservent tels quels, en otages, pour marchander, ces corps qu´aucune force de la résistance palestinienne ou arabe, n´avait pu récupérer avant ce jour. Une fois encore, c´est la barbarie sioniste qui est dévoilée. (Certains commentaires sur la toile française semblent ne pas comprendre la signification du geste, celui de reprendre ces corps de martyrs, pour leur rendre hommage et les enterrer dans la dignité, après avoir accompli la prière rituelle. Encore une fois, ils parlent de la « culture de la mort » ! Faut-il expliquer ces commentaires par « la différence culturelle » ou plutôt par la sionisation des esprits ? De tels commentaires étaient absents lorsque les Bosniaques ont déterré les corps ensevelis de leurs proches dans des fosses communes pour leur rendre un dernier hommage et les ensevelir de nouveau tels des êtres humains). Faut-il rappeler que, dans l´affaire, c´est Israël qui détient les prisonniers, dans des conditions épouvantables, refusant de leur accorder le titre de « prisonniers de guerre » afin d´exercer sur eux toutes sortes de torture et niant leur caractère humain ? Faut-il rappeler que c´est Israël qui a enterré dans des fosses des corps d´êtres humains, les refusant de les rendre à leurs familles, afin de pouvoir s´en servir en tant qu´otages ?

Parmi les deux cent corps de martyrs, figurent les corps des combattants de la révolution palestinienne : des Tunisiens, Saoudiens, Egyptiens, Yéménites, Soudanais, Jordaniens,

Koweitiens, sans parler des Libanais et des Palestiniens eux-mêmes, qui avaient intégré la révolution palestinienne dans les années 70 et 80 pour participer à la lutte de libération de la Palestine. De quoi faire revivre un passé que les voix serviles arabes actuelles veulent nous faire oublier, rejetant et même niant avoir existé, cet esprit combatif arabe pour la Palestine.

Samir Qintar, libanais d´origine druze de la montagne libanaise, s´est engagé, à l´âge de 16 ans, dans la lutte de libération : il est parti, avec ses compagnons palestiniens, vers la Palestine occupée, en 1978, pour prendre des otages et les échanger contre la libération de combattants faits prisonniers par Israël. A la télévision al-Manar, le lendemain de sa libération, il déclare : « je ne comprends pas cet état d´esprit chez les Arabes disant qu´ils sont solidaires de la Palestine, comme si la Palestine était une cause lointaine avec laquelle ils sont solidaires. Je comprends cela quand les Européens le disent, mais pour les Arabes, c´est leur propre cause. Il est de leur devoir de participer à la lutte pour libérer la Palestine. » C´est tout cela que l´opération al-Radwane a libéré, cet état d´esprit, cet enthousiasme, ce sentiment de devoir envers la Palestine et les Palestiniens que les Arabes doivent avoir, tout ce que les voix serviles arabes ont voulu étouffer pendant ces longues années, prétendant que la libération de la Palestine est du devoir des seuls Palestiniens, justifiant leur propre défaite en regardant l´impuissance des Palestiniens à faire face, tous seuls, à l´alliance américano-européano-sioniste.

3 – le troisième élément de la victoire de l´opération Al-Radwane, c´est la crainte israélienne de ne pas libérer les prisonniers, car le Hezbollah tient parole : les prisonniers doivent être rendus, les vivants et les martyrs. Les dirigeants israéliens savaient que s´ils ne finissaient pas avec ce dossier, qui leur a coûté très cher, déjà, ils se retrouveraient devant de nouvelles captures de soldats, avec

de nouvelles aventures désastreuses de leur part, pour arriver à la seule conclusion qui s´impose : ils n´ont aucun autre choix que d´accepter les termes de l´échange : ses soldats contre les prisonniers, vivants et martyrs. Cette donnée très importante montre la clairvoyance du parti de la résistance, du Hezbollah, qui a lutté pour conserver ses armes, qui sont des armes dirigées contre Israël, des armes au service de la lutte pour la libération de la Palestine. Malgré toutes les pressions internationales, tous les conseils des « amis », toutes les voix serviles arabes, le Hezbollah a préservé ses armes et les préservera ! Sans cet élément, il n´aurait pu faire aboutir les négociations ni libérer les prisonniers.

Du côté israélien, c´est la défaite, encore une, la troisième sur le front libanais en l´espace de huit ans. Une défaite cuisante, une noyade dans la boue des contradictions qui secouent l´establishment colonial et militaire sioniste. Face à un tel sentiment d´impuissance, les sionistes ont entrepris quatre coups :

Un) ils ont traîné en longueur avant de libérer les prisonniers. Samir Qintar, Maher Kourani, Khodr Zaydane, Muhammad Srour et Hussayn Sleimane ont été gardés, cinq heures durant, entre les mains de la Croix-Rouge sur le sol de la Palestine occupée, pour soi-disant faire les analyses nécessaires sur les corps des soldats, alors que la Croix-Rouge les avaient déjà faites et qu´il suffisait de contrôler leur validité. Mais le monde entier a compris que par dépit, les sionistes ont retardé la libération pour faire échec aux célébrations de joie au Liban. Mais l´ambiance au Liban était telle que rien ne pouvait les empêcher ni les ternir. Ceux qui ont attendu pendant trente ou même deux ans la libération peuvent attendre cinq heures et même plus, sous le soleil le plus torride. Prévu à 16 heures, le rassemblement central dans la banlieue sud de Beirut n´a commencé qu´à neuf heures. Et puis après ? Tous les participants étaient là, dès 16 heures et même avant, dans une ambiance de joie et d´allégresse, se

préparant à recevoir les prisonniers. Tous étaient prêts à passer la nuit et rien ne les aurait privé de cet d´instant de bonheur, de voir sur place Samir Qintar et ses frères libérés, en tenue de combattants, aux côtés de sayyid Hassan Nasrullah. Car même si le secrétaire général du Hezbollah n´apparaît plus en public, tous caressaient en secret, l´espoir de le voir, ce soir-là, rien qu´un court instant, le temps de saluer les combattants rentrés au pays. Et cela leur a été accordé, en récompense de leur patience.

Deux) Les sionistes ont eu l´idée saugrenue, à la mesure de leur dépit, d´envoyer des messages téléphoniques, des centaines ou des milliers semble-t-il, aux Libanais, les mettant en garde de suivre le Hezbollah. Méthode sioniste, à Gaza, au Liban pendant la dernière agression, lorsqu´ils balançaient des bouts de papier sur la tête des gens, pour demander à la population de se démarquer des résistants. Peine perdue, mais grave atteinte à la souveraineté de l´Etat libanais, qui, avec un nouveau gouvernement d´unité nationale, a porté plainte au conseil de sécurité de l´ONU contre cet acte de piratage des lignes de communication. Un clip d´al-Manar ridiculise d´ailleurs l´armée sioniste qui utilise ce moyen pour séparer la population de la résistance, un jour après les massives démonstrations populaires de soutien à la résistance. Piètre tentative d´une armée coloniale déroutée…

Trois) Les chefs sionistes menacent de mort le secrétaire général du Hezbollah, sayyid Hassan Nasrullah, et Samir Qintar, à peine libéré de leurs griffes. La menace de mort contre sayyid Nasrullah n´est pas nouvelle et c´est d´ailleurs une des raisons de sa non apparition publique, lors des conférences de presse ou des meetings populaires. Les participants doivent se contenter d´un visage radieux sur un écran. Mais les sionistes n´ont pas cru leurs yeux lorsqu´il l´ont vu venir saluer les prisonniers, au stade al-Rayé, face à la foule. Il a osé les défier et est apparu publiquement, dans cet Etat miné par les services de renseignements ennemis.

Parfois, les commentaires sionistes frisent le ridicule, quand ils abordent ce sujet. Ils s´imaginent que sayyid Nasrullah vit dans les caves souterraines, tellement il les craindrait. Evidemment, il prend ses précautions. Il l´avait d´ailleurs déclaré après la guerre de juillet 2006 : il ne leur donnerait pas cette joie, bien qu´il recherche le martyre. Lors de sa dernière conférence de presse, annonçant la libération prochaine des prisonniers, un journaliste lui demandait pourquoi il n´a pas négocié sa propre sécurité. Sayyid Nasrullah, en dirigeant sincère et populaire, avait déclaré que le Hezbollah ne pouvait s´abaisser à négocier la sécurité d´une personne, fut-elle un dirigeant, alors que des centaines de Palestiniens, des enfants et des adultes, étaient régulièrement assassinés à Gaza et plus généralement en Palestine. « Ma vie a-t-elle plus de valeur que la leur ? » a-t-il demandé, tout en remerciant le journaliste pour son inquiétude vis-à-vis de sa personne.

Quant à la menace d´assassinat le visant, Samir Qintar répond à la télévision al-manar, dans la première interview après sa libération, que la menace est réelle parce que les sionistes ont déjà assassiné des dizaines de militants et responsables palestiniens, après leur libération, sans même annoncer leurs menaces et que cela ne modifierait en rien, ni ses paroles, ni ses actions. Un journaliste palestinien, de Ramallah, confirme quant à lui que plusieurs responsables du Jihad islamique sont décédés, après leur libération, de maladies inconnues ou de cancer, les premiers symptômes n´apparaissant qu´après leur libération. C´est la pratique habituelle des dirigeants sionistes. Mais ce qui est grave, à ce propos, c´est le silence des médias et des instances internationales face à ces menaces : qui les a dénoncées ? Qui a dénoncé l´acte de piratage des communications téléphoniques ? Israël, l´Etat colonial par excellence, continue à jouir dans le monde d´une immunité qui a déjà terni l´image de la communauté internationale, silencieuse face à ses crimes dans les territoires palestiniens occupés. Que ceux qui évoquent à tout

bout de champ la légalité internationale, quant il s´agit de limiter les aspirations du peuple palestinien, se lèvent et dénoncent ces pratiques israéliennes, menaçant publiquement de mort les chefs d´Etat, les résistants et leurs dirigeants !

Quatre) Israël annonce qu´il mènera une campagne internationale de dénigrement du Hezbollah et de Samir Qintar ! Il est évident que les sionistes ont la possibilité de le faire, puisqu´ils contrôlent une part non négligeable des médias occidentaux ! Mais médias contre médias, ils ont montré une baisse sensible de leur pouvoir de persuasion face à al-Manar et à al-Jazeera. Dans le monde arabe, malgré toutes les voix serviles mises à leur disposition, les sionistes ont perdu la guerre des médias dans l´opération Al-Radwane, comme ils l´avaient perdue dans l´agression de juillet 2006, de l´aveu même de leurs professionnels. Les militaires et officiels israéliens avaient interdit, avant même l´échange, aux télévisions israéliennes de ramener des images des foules en fête, du Liban. Mais les médias israéliens ne semblent pas surpris par ces mesures de censure, au contraire même. Par contre, la télévision al-Manar rapporte des images et des analyses des médias israéliens, captés sur leurs chaînes, comme elle l´a fait d´ailleurs pendant l´agression de 2006. Question éthique ou question de crédibilité, il est évident que la télévision du Hezbollah, celle que le pouvoir français a censuré au public en France et en Europe, est à mille lieues par rapport aux médias israéliens. C´est pourquoi les sionistes ont lancé un appel à tous leurs amis, professionnels ou pas, et à leurs partisans, de commencer une vaste campagne de dénigrement de la résistance libanaise et de Samir Qintar, présenté comme un assassin et contre les Libanais qui l´accueillent en héros. Les dirigeants sionistes veulent, par cette campagne, essayer comme ils l´ont déjà fait, de déstabiliser le front intérieur libanais, parce que le leur est en morceaux. Il a fallu des années pour que la patience du Hezbollah parvienne à ressouder le front intérieur libanais et la constitution d´un gouvernement d´unité nationale.

D´ailleurs, le ton du président Sulaymane, réclamant dans son discours en France, la libération des fermes de Shebaa et des hauteurs de Kfarshouba, par la voie diplomatique « ou toute autre voie » a fortement déplu aux dirigeants israéliens, qui voient s´envoler leurs espoirs de luttes intestines au Liban. La formation du gouvernement d´unité nationale, un jour même avant l´opération al-Radwane est la consécration de ce que le Hezbollah voulait : calmer le front interne pour prendre en charge la lutte de libération. D´ailleurs, la brochette de personnalités présentes à l´aéroport pour accueillir et embrasser (eh oui, même le représentant des Forces libanaises !) les combattants rentrés au pays ne laisse aucun doute : le Hezbollah a réussi à unifier les Libanais, même si ce n´est qu´en surface ou momentanément, autour de la résistance. Comme le demande Khaled Saghieh dans al-Akhbar, il faut rechercher les « intrus » dans cette brochette. Il faut écouter et voir Sanioura, écouter Jumblatt, assis aux côtés de Samir Qintar, pour comprendre la transformation subite de tous ceux-là, qui ont compris qu´il leur est très difficile de tenter quoi que ce soit, contre la résistance et le Hezbollah, les Etats-Unis les ayant abandonnés pour la nième fois. En essayant de mobiliser les médias occidentaux, les Israéliens visent en réalité le front intérieur libanais au sein duquel de nombreuses voix serviles croassent.

Mais c´est aux voix non asservies, arabes et non arabes, d´assumer la responsabilité de la défense de la résistance et de ses dirigeants, de montrer la nature coloniale et raciste de l´Etat sioniste protégé, de dénoncer les assassinats, la colonisation et tous les crimes commis depuis sa fondation et même avant. Le défi qu´Israël a lancé en mobilisant les médias asservis doit être perçu tel qu´il est en réalité : un défi aux voix libres dans le monde qui doivent être aussi créatives que la télévision pour Al-Manar pour pouvoir briser le mur du silence et de l´ignonimie qui entoure ce qui se passe dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, sinon dans les territoires occupés en 48, et dans les prisons israéliennes.

L´opération al-Radwane, prolongement de la victoire de 2006, est décidemment pleine de leçons, à différents niveaux, pour ceux qui souhaitent en profiter.

CIREPAL
Centre d'Information sur la Resistance en Palestine

Palestine 1947/48 : la responsabilité française

Article de Youssef Boussoumah publié sur le site du Mouvement des Indigènes de la République le 15 mai 2008.

La France est le pays qui porte la responsabilité de la partition de la Palestine et in fine de la création de l'Etat coloniale d'Israël. C'est la thèse défendue par Youssef Boussoumah dans ce texte à la fois clair et concis. Car c'est la France – et les pays catholiques qui votent traditionnellement comme elle dans les Assemblées générales de l'ONU – qui a fait basculer le vote onusien en faveur du « plan de partage » de la Palestine ce 29 novembre 1947.

Ce soutien apporté à la création d'Israël par les socialistes français s'explique en partie par la peur politique que suscitent les juifs rescapés en France et en Europe. Mais le facteur décisif du choix français est à rechercher du côté de la question coloniale : la France se sent menacée dans son empire colonial et perçoit le futur Etat israélien comme un allié stratégique dans son combat contre la Ligue arabe et les mouvements nationalistes. L'ensemble des partis politiques ainsi que la grande majorité des intellectuels français se

sont aussi fortement mobilisés pour défendre les intérêts de l'Etat sioniste en formation.

Le 29 novembre 1947, l'assemblée générale de l'Onu à New York, « recommande », le partage de la Palestine encore sous mandat britannique, en deux Etats indépendants et hétérogènes. La majorité des délégués a ignoré le refus du peuple palestinien. Cette décision fondamentale va ouvrir la voie à la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël par David Ben Gourion, le 15 mai suivant.

De nombreux Etats, (notamment la Belgique ou certains pays d'Amérique centrale) de tradition catholique votaient usuellement comme la France, protectrice des chrétiens d'Orient. Le vote de la « fille aînée de l'Eglise » était donc attendu avec impatience ; il s'avéra déterminant pour l'avenir de la Palestine.

Comment interpréter la décision française dans une France encore taraudée en 1945 par plus de 5 années d'un virulent antisémitisme d'Etat et où, y compris pour de nombreux patriotes, les juifs constituent, au mieux, un peuple à part devant « retourner chez lui » en Palestine, au pire, un corps étranger ? Cette décision est évidemment à chercher en dehors de tout sentiment de compassion à l'égard des victimes du génocide commis par le nazisme. Si le fait qu'en 1947 il reste dans les camps de personnes déplacées (D.P.) 250 000 juifs rescapés des camps de la mort inquiète au plus haut point les gouvernements européens, ce n'est pas en raison de leurs conditions de vie déplorables mais par peur des troubles sociaux et politiques qu'ils pourraient engendrer s'ils étaient libres de leurs mouvements. Aussi, la seule question qui vaille aux yeux des gouvernements européens est celle de trouver une terre d'accueil pour ces personnes déplacées. Cette préoccupation est d'autant plus obsédante que les Etats

Unis leur ont fermé leurs portes.

C’est dans ce contexte qu’il faut interpréter le vote français en faveur de la création d’un Etat juif. C’est aussi dans celui d’un empire colonial en déclin.

A l’ONU, lors du 1er tour de scrutin, la France, par la voix de son représentant à New York, Alexandre Parodi, et sur instruction expresse du ministre des Affaires étrangères et ministre des colonies, Georges Bidault, s’est prononcée pour l’abstention. Le ministre est alors très inquiet des réactions que la décision française pourrait entraîner chez les musulmans d’Afrique du Nord. Il craint surtout la possible relance d’une agitation nationaliste endémique qui, malgré la répression, ne faiblit pas. Une position de la France, « puissance musulmane » « trop en flèche » sur le dossier palestinien, c’est-à-dire en faveur du projet sioniste, ne risquerait-elle pas de raviver les braises des « événements » de Sétif et Guelma en Algérie (1945) ou celles des troubles récurrents du Maroc interroge Bidault ? Face à lui, des personnalités comme le ministre de l’intérieur socialiste Edouard Depreux, Daniel Mayer président de la ligue des droits de l’Homme mais surtout Léon Blum, leader socialiste vénéré, ancien président du conseil et militant sioniste de longue date, sont partisans du partage. Afin de calmer l’agitation nationaliste au Maghreb, il faut, pensent-ils, que soit écrasée en Orient la toute nouvelle Ligue des Etats arabes. Celle-ci est devenue dans la vie politique française une obsession ; on la fantasme dotée d’une puissance qu’elle n’a pas ; on croit deviner son ombre derrière le moindre mouvement de protestation indigène.

L’Etat d’Israël pour casser la résistance arabe

Les timides remontrances de la Ligue arabe à l’encontre de la violence coloniale en Afrique du Nord lui valent de faire l’unanimité contre elle en France – du PCF à la droite la plus anti communiste – et d’être qualifiée par tous de « machine de

guerre anti-française ». Contenir et mettre en échec la Ligue arabe en Palestine, afin de faire pièce à son action en Afrique du Nord, c'est là tout le sens de la stratégie que préconise Léon Blum. Dans la nuit du 28 au 29 novembre, réveillant Vincent Auriol (président de la République) afin qu'il fasse pression sur A.Parodi à l'ONU, il lance un vibrant appel où il lie les deux situations, Maghreb et Machrek : « Rien ne serait plus dommageable pour notre domaine d'Afrique du Nord » dit-il, « qu'une marque de débilité de notre part en Palestine. Il faut briser la résistance arabe ». Il est entendu. La France s'exprime, au second tour, pour le partage entraînant dans son sillage plusieurs votes identiques. Compte tenu du rapport de force à peu prés égal avant cette décision, le vote français fit pencher la balance.

Le coup de fil de Léon Blum ne fut pas forcément décisif ; la décision de changer la position française et de contourner Bidault après le 1er tour avait déjà été prise. Mais cet appel au président n'en apporte pas moins un éclairage remarquable sur l'état d'esprit qui fait alors consensus et sur les motivations de la décision française : la question coloniale. Donnée fondamentale pour ce pays confronté à l'effondrement de sa puissance d'avant guerre et qui doit au même moment faire face à des révoltes indigènes de plus en plus fréquentes : Indochine, Madagascar, Afrique du Nord.

En fait, une coalition hétéroclite de partis, de mouvements et d'individus s'est mise en place, dés 1946, apportant son soutien à la création de l'Etat d'Israël. Un engouement d'autant plus suspect qu'il rassemble dans une même ferveur vrais résistants et authentiques collaborateurs. Tous réunis contre « les féodaux arabes ». (A l'exception notable de certains milieux chrétiens, dont le remarquable hebdo « Témoignage chrétien » : celui-ci sut exceller dans la défense du peuple palestinien de la même façon qu'il sut avec courage combattre l'antisémitisme de Vichy.) Les sionistes ont très tôt reçu une aide politique et matérielle considérable. Ils

ont pu installer leur logistique au su et au vu de la police française. Station de radio émettant en direction de la Palestine, camps d'entraînement à l'émigration et aux armes. Bases d'embarquement vers la Palestine (le transport l'Exodus partira en 1947 de Port de Bouc), dépôts d'armes (dont beaucoup proviennent de stocks ayant appartenu à la résistance y compris la résistance communiste des FTP) et convoyage de celles ci vers la Palestine (à partir d'Ajaccio, entre autres, grâce à Maurice Papon, préfet de Corse en 1947). Le sud de la France s'est trouvé rapidement transformé en base arrière de la guerre contre les Arabes de Palestine. En contrepartie, des accords furent conclus avec les sionistes qui s'engageaient à aider la France contre les menées « anti-françaises » des nationalistes du Maghreb et des… Anglais.

Les intellectuels aux côtés d'Israël

La très grande majorité des intellectuels français, Jean Paul Sartre et Simone de Beauvoir en tête (ils militent tous deux dans un groupe sioniste extrémiste « le comité hébreu de libération nationale ») mais aussi Albert Camus, (directeur de Combat), Jules Romain où Sacha Guitry (ayant quelques « faiblesses » Vichyssoises à se faire pardonner) s'engagent aux côtés du mouvement sioniste. La fille du ministre socialiste de l'intérieur, E.Depreux, milite à l'Irgoun, un groupe terroriste dirigé par Menahem Begin. Des écrivains comme Arthur Koestler ou Joseph Kessel partent aux côtés de la Haganah de Ben Gourion. Le 18 mai 1945, quelques jours après la proclamation de l'Etat d'Israël, un meeting « émouvant » regroupe au Vel' d'Hiv' – terrible ironie de l'Histoire – les partis communiste et socialiste qui ont fait taire pour l'occasion tous leurs différends. « Deux mille ans après la perte de son indépendance nationale, l'Etat juif est né » titre sans rire la presse communiste, pour qui cet Etat sera assurément un allié de l'URSS dans la guerre froide. Dans le même temps, l'expulsion des deux tiers du peuple palestinien de ses villes et villages – dés le 9 avril 1947 avec le

massacre du village de Deir Yassin – ne rencontre que mépris ou indifférence, hormis chez quelques rares intellectuels comme l'islamologue Louis Massignon N'est-il pas temps de revenir sur cette responsabilité française ?

Youssef Boussoumah

Source : http://indigenes-republique.org

Palestine : 60 ans de résistance contre la colonisation israélienne

Sans vergogne, les médias et les gouvernements occidentaux fêtent ce 14 mai, les 60 ans de l'État israélien, alors que le 14 mai 1948 est commémoré par les Palestiniens comme la Nakba , la catastrophe. L'idée initiale selon laquelle la Palestine était une « terre sans peuple pour un peuple sans terre » a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation.

Cette catastrophe prend d'abord les formes de la légitimité internationale lorsque l'O.N.U. adopte, le 29 novembre 1947, la Résolution 181, instituant la partition de la Palestine, sans consultation des Palestiniens. 56 % du territoire palestinien est attribué aux Juifs, qui constituaient moins du tiers de la population et possédaient jusque-là à peine 7 % des terres.

Cette catastrophe, c'est aussi la destruction, entre 1947 et 1949, de plus de 500 villages palestiniens, dont le plus connu

est Deir Yassine, avec ses 250 habitants massacrés par les forces militaires juives.

Cette catastrophe, enfin, c'est une épuration ethnique massive ; 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit encore reconnu dans les faits. Chassés de leurs terres et niés de tous, les réfugiés (plus de 6 millions aujourd'hui) attendent toujours de retourner chez eux.

La Nakba, comme politique d'anéantissement du peuple palestinien n'a en fait jamais cessé : en témoignent les massacres de Qibia en 1953, l'annexion pure et simple de Jérusalem Est, de Gaza et de la Cisjordanie en 1967, les crimes contre l'humanité dans les camps palestiniens au Liban en 1982, à Jenine en 2002, à Rafah en 2004, à Beit Hanoun en 2006, de Jabalya en 2007. Depuis 2000, près de 5000 Palestiniens ont ainsi été assassinés, dont 1000 enfants. Il y a actuellement 12 000 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes et depuis 1967, c'est près de 650 000 Palestiniens qui ont connu ce sort. Après les dernières « négociations d'Annapolis pour la paix » du mois de novembre 2007, plusieurs centaines de palestiniens ont été massacrés par l'armée coloniale israélienne. La colonisation et le bouclage de la Cisjordanie s'amplifient et l'asphyxie de la population de Gaza se poursuit sans aucune réaction de protestation de la part des défenseurs des « Droits de l'Homme et de la Démocratie ».

Ces derniers évènements ne sont que le prolongement du projet génocidaire et raciste du mouvement sioniste dès son implantation en terre palestinienne au début du 20ème siècle, puis de l'Etat colonie d'Israël depuis sa création en 1948. Génocide, en raison de la volonté d'Israël de supprimer l'existence des Palestiniens, ainsi que l'a déclaré, en mars 2008, le chef d'état major de l'armée israélienne en promettant aux Palestiniens une « shoah « , c'est-à-dire

l’extermination.

Face à ce projet d’extermination, les Palestiniens n’ont d’autres choix que celui de la résistance, sous toutes ses formes. Cet anniversaire est donc aussi celui de leur lutte héroïque pour la liberté, pour l’autodétermination et pour le retour sur la terre de Palestine.

Mais malgré la répression féroce, les simulacres de négociations de paix depuis 15 ans, l’alimentation des dissensions internes et la mise en place d’une Autorité palestinienne collaborationniste pour tenter d’anéantir cette Résistance, les victoires contre l’ennemi sioniste sont importantes. La libération du Sud Liban en 2000, puis celle de Gaza en 2005 en sont les exemples les plus marquants. Le soutien populaire massif à la résistance armée et au mouvement Hamas n’a pas faibli en dépit du blocus de Gaza ; c’est la preuve de la détermination du peuple palestinien à poursuivre la lutte de génération en génération.

Par ailleurs l’Etat colonie d’ Israël porté aux nues semble bien mal en point : défaite militaire cinglante au Liban en 2006 et scandales politico-financiers à répétition. Et malgré les aides financières considérables, l’immigration juive décline au point que ceux qui quittent Israël sont plus nombreux que ceux qui s’y installent. Cette politique qui consiste à chasser les Palestiniens et implanter des colons juifs à leur place, c’est-à-dire une politique d’épuration ethnique et de judaïsation de la Palestine, semble aujourd’hui compromise.

C’est donc cet Etat moribond et ce projet colonial, raciste et génocidaire que célèbrent bruyamment les Etats occidentaux se posant en grands défenseurs des « Droits de l’Homme et de la Démocratie ». Il est vrai que, pour la dictature impérialiste mondialisée, il n’y a point de salut en dehors d’une soumission totale des peuples et des Etats non-alignés à ses intérêts. Toute forme de contestation de l’ordre mondial

imposé lui est insupportable et promise à la diabolisation et à la destruction. Bienveillantes avec une société israélienne coloniale et raciste qu'elles ont aidé à obtenir l'arme nucléaire, les puissances occidentales interdisent à l'Iran et aux Iraniens de posséder une technologie nucléaire civile et militaire car Israël doit conserver une suprématie militaire régionale. De même, après avoir envahi et détruit l'Irak, elles interviennent ouvertement au Liban dans l'objectif de désarmer la résistance et protéger les intérêts sionistes dans la région.

Parce qu'il n'y a pas d'autre choix face à ces « bienfaits de la colonisation », c'est par la lutte organisée et par la force des armes, si nécessaire, que les peuples colonisés réussirent à se libérer des chaînes de leurs geôliers.

Construisons en France une solidarité politique avec la cause palestinienne fondée sur la reconnaissance de son caractère universel : une lutte contre un système d'asservissement mondialisé de l'humanité.

Comité Action Palestine

Pour la commémoration de la Nakba , le Comité Action Palestine organise un ensemble de manifestations en 2008. Pour en savoir plus consultez régulièrement nos « Communiqués » rubriques « Nakba 2008 » ou « Actions à venir « .

Chellah : « OSLO est la plus grande Nakba alors que le

projet national de l’OLP est fini après Arafat »

e 18/5/2008 10:50:00 (919 lectures)

Le secrétaire général du mouvement du Djihad islamique, Dr. Ramadan Abdel Allah Chellah a affirmé, **mardi 13 mai,** que l'accord d'OSLO est plus dangereux que la Nakba de 1948, tout en affirmant que cet accord était la grande **Nakba** pour les palestiniens.

Il a souligné que cet accord a été proposé par l'entité sioniste qui était inquiète de la progression de la résistance nationale, notamment après que le peuple palestinien a pris l'initiative, durant la première Intifada en 1987.

Les déclarations de ce dirigeant du Djihad sont venues lors de son discours mardi soir devant les participants au festival organisé sur la cour du soldat inconnu, dans la ville de Gaza, à l'occasion de la commémoration de la soixantième année de la **Nakba** des palestiniens.

Il a aussi montré que l'OLP n'a plus de projet patriotique depuis la mort de Yasser Arafat.

Chellah a affirmé que les palestiniens qui ont pris l'initiative historique depuis la première Intifada ont certainement dit leur mot pour créer l'évènement en disant : « *La Palestine ne serait récupérée, protégée ou libérée que par le peuple* « .

Il a condamné également les lettres de certains gouverneurs arabes qui ont félicité les leaders sionistes à l'occasion du soixantième anniversaire de la création de l'état de l'entité sioniste sur les territoires palestiniens.

D'un ton très fort, le leader du djihad a affirmé que l'occupation va disparaître et que la résistance et l'obstination de ses éléments vont l'expulser de la région, tout en saluant les héros résistants palestiniens qui continuent de prouver au monde entier, par leur patience et leur lutte, la légitimité de leur question palestinienne.

Il a réaffirmé que la plus grande Nakba pour le peuple palestinien est celle d'OSLO, tout en condamnant le groupe de Ramallah qui continue de poursuivre les résistants en Cisjordanie pour garantir la sécurité de l'occupation et ses objectifs sionistes.

« *Il est très honteux de signer un accord pour renoncer à nos terres sous prétextes de non équilibres des forces* « , a–t-il ajouté.

Chellah a condamné aussi les pratiques irresponsables et non patriotiques des services sécuritaires dirigés par le président, Mahmoud Abbas, qui continuent de poursuivre les résistants patriotiques et s'opposent à leurs armes pour appuyer les agendas israélo-américains, notamment après l'arrestation des épouses des détenus palestiniens qui souffrent énormément dans les prisons sionistes.

Il a montré que le projet patriotique de l'OLP est fini juste après la mort du président, Yasser Arafat, qui a été encerclé puis empoisonné, tout en affirmant que l'autorité palestinienne est devenue un fardeau sur les épaules du peuple palestinien, surtout après que la direction n'a pas pu prendre l'initiative après son échec aux dernières élections remportées par le Hamas.

Source : Centre Palestinien d'Information